

JOURNAL DE S^T-PÉTERSBOURG

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL.

ADMINISTRATION. — REDACTION.
Tout ce qui concerne l'administration ou la rédaction du journal doit être adressé au bureau de la rédaction, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) péroulof, maison Dusan, n° 15.
Toute communication destinée à l'insertion doit être signée et accompagnée de l'adresse de l'expéditeur. — Les lettres non affranchies sont refusées.
Nos abonnés de l'intérieur sont priés d'accompagner leurs lettres de la somme de 10 cop. la ligne.
PRIX DES ANNONCES A ST-PETERSBOURG
ANGLAISES ET AFFICHES 10 cop. la ligne.
RECLAMES 25 —
FAITS DIVERS 75 —

S'adresser à St-Petersbourg, au bureau spécial du Journal, lib. de la Cour Impériale, n° 15, de la Police, n° 16, de l'Église hollandaise, et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) péroulof, 15; à Moscou, chez GAUTIER, libraire, Pont des Marchaux; H. LANGEWITZ, auteur d'annonces à Riga; H. LAEBELIN, ci-devant N. KYMMEL, libraire à Kiew; R. ULMANN et C^e, bureau de commissions à Ekaterinoslaw; K. F. BOUTCHIKOV, libraire à Jitomir, et G. HANSEN, libraire à Tiflis; à Paris, à l'OFFICE DE PUBLICITÉ RUSSE, Chausée d'Antin, 23; à Londres, chez DELIZY, DAVIES et C^e, 1, Cecil street, Strand, W.C.; à Berlin, Rud. Mosse, Grosse Friedrichstr., n° 66; à Hambourg, chez HAASENSTEIN et VOGELER.

PRIX D'ABONNEMENT A ST-PETERSBOURG.
RUSSE (SAINT-PETERSBOURG) 2 r., 5 r. 50 10 r. 18 r.
LITTÉRAIRE 2 50 6 75 12 25 22
ÉTATS DE L'UNION POSTALE ALIEMANDE 2 50 7 12 12 22
BELGIQUE, SUISSE, HOLLANDE & ITALIE 2 75 8 13 13 24
FRANCE, DANEMARK, ANGLETERRE ET ROUMANIE 3 8 8 50 14 27
SUÈDE, ESPAGNE, PORTUGAL, GRÈCE ET ÉGYPTE 3 25 9 25 16 30
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE 3 75 10 50 19 36

PRIX DU NUMÉRO: en ville 10 cop.; d'une demi-feuille 6 cop. à l'extérieur 25 cop.; d'une demi-feuille 7 cop.

CONDITIONS D'ABONNEMENT.
Les abonnements d'un an ne peuvent être pris que du 1^{er} JANVIER.
Les abonnements datent du 1^{er} de mois; leur durée ne doit jamais dépasser le 31 décembre.
Abonnements pour St-Petersbourg: au bureau spécial, lib. de la Cour Impériale, au pont de la Police et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) péroulof, 15.
Abonnements pour l'Intérieur: adresser les lettres à l'Administration du Journal de St-Petersbourg, Maximilianovsky péroulof, n° 15 et à Moscou, chez Gautier, Pont des Marchaux. Joindre à la demande d'abonnement la dernière bande d'envoi du journal. Prière de faire les appoints de prix d'abonnement soit en argent, soit en timbres poste de 5 cop. et au-dessus.
Abonnements pour l'étranger: adresser les lettres à l'Administration du Journal, Maximilianovsky péroulof, 15. Joindre le prix de l'abonnement soit en argent, soit en un mandat sur une Banque de St-Petersbourg.

PARTIE OFFICIELLE.

SAINT-PETERSBOURG, 17 janvier.

ARMÉE DE TERRE. S. A. R. le prince Guillaume de Wurtemberg est nommé chef du régiment n° 10 de dragons de Novgorod de S. A. I. la grande-duchesse Hélène Pavlovna, qui prend le nom de **Régiment n° 10 de dragons de Novgorod de S. A. R. le prince Guillaume de Wurtemberg** (Ordre du j. imp. du 16 janvier.)

MARINE IMPÉRIALE. Promotions au grade de vice-amiral, le contre-amiral de la flotte de réserve **Besarabsky**, et au grade de contre-amiral, les capitaines de vaisseau de la même flotte **Stewers**, **Gavrischev** et **Sietmann**, tous quatre admis à la retraite, avec pensions et le droit de porter l'uniforme. (Ordre du j. imp. du 15 janvier.)

Le **Bulletin des lois** n° 6 publie les statuts des **Associations de prêts et d'épargne de la ville de Dankow** (gouvernement de Riazan) et des **bourgs de Naumovo** (gouvernement de Pskov) et de **Moghiltz** (gouvernement de Tver) approuvés par le ministre des finances, les deux premiers le 22 décembre et le dernier le 28 du même mois.

PARTIE NON OFFICIELLE.

Demain, jeudi, 18 janvier, S. A. I. M^{re} le grand-duc Michel Nicolaïevitch donnera audience, en son palais, à tous ceux de MM. les généraux et officiers supérieurs des régiments et des détachements dont le grand-duc est le chef, ainsi que de tous ceux sur les contrôles desquels Son Altesse Impériale est inscrite, et à tous les officiers généraux et supérieurs de l'artillerie montée et de l'artillerie à pied de la garde impériale. (Invalide Russe.)

— La **Bourse** croit savoir qu'on se propose de mettre à la disposition de S. M. le shah de Perse, pour la traversée de la mer Caspienne, lors du voyage de Sa Majesté Persane en Europe, le vapeur de guerre **Nasreddin Shah** (cinq canons, 160 chevaux-vapeur), qui sera décoré avec une magnificence appropriée aux habitudes d'un souverain asiatique. Ce vapeur sera convoyé par un autre vapeur de guerre, l'**Oural** (4 canons, 100 chevaux).

— Aujourd'hui, mercredi, l'Assemblée générale annuelle de la Société impériale de géographie, présidée par S. A. I. le grand-duc Constantin, a procédé à l'élection d'un vice-président, en remplacement du comte de Lutke, démissionnaire, ainsi que de trois membres du conseil et du trésorier. L'élection de l'adjoint du vice-président a été ajournée à une des séances prochaines. L'Assemblée a élu vice-président M. Sémenov à la majorité de 67 voix sur 95 votants, MM. Rekhnevsky (63 voix), Artémiev (61 voix) et Veshniakov (48 voix) ont été nommés membres du conseil et M. Stieglitz à l'unanimité trésorier.

Après que le résultat du scrutin eut été annoncé, M. le comte de Lutke a pris la parole pour témoigner de nouveau à l'Assemblée le regret qu'il éprouvait de devoir abandonner un poste qu'il avait occupé pendant vingt-sept ans, et des occupations qui toujours lui avaient causé une vive satisfaction, abandon auquel il ne se résigne que parce que son âge avancé l'avertit qu'il est nécessaire de faire passer les fonctions présidentielles à des forces plus jeunes.

— Mes regrets, a continué le comte de Lutke, ne sont tempérés que grâce au choix que vous venez de faire de mon successeur, M. Sémenov, que des travaux géographiques distingués, et les soins que depuis longtemps il a voués à la Société, ont désigné comme parfaitement digne de guider vos travaux, et il est à espérer que sous sa direction éclairée, et grâce à la protection de notre auguste président, l'activité de la Société, non-seulement ne sera pas amoindrie, mais deviendra de jour en jour plus considérable.

— Des applaudissements prolongés ont couvert les paroles de l'orateur et témoignés des sincères regrets qu'éprouve l'Assemblée de se séparer du comte de Lutke.

M. Sémenov a pris ensuite la parole pour

LETRE AU RÉDACTEUR

A PROPOS DU NOUVEL OPÉRA LA PSKOVITANKA.

Monsieur,

Vous n'êtes pas, je pense, un émancipateur du beau sexe quand même. Ni moi non plus, bien que je sois une femme, pour tout de bon, je vous prie de le croire, et non un « masque littéraire » comme il y en a souvent dans le journalisme quand il s'agit de traiter le *Женский вопрос* dans certains de nos organes de la presse.

Je proteste franchement contre la réclusion que l'on nous faisait subir avant la réforme de Pierre le Grand; je n'approuve pas la sujétion ou même la dépendance absolue à laquelle on nous soumettait antérieurement, mais je n'aspire à devenir ni avocat, ni directeur de chemins de fer, ni adjoint au ministre, et encore moins ministre en titre. Ce que je voudrais par exemple — c'est que nous eussions nous autres femmes « voix au chapitre » dans les questions d'art, surtout en ce qui concerne l'art musical. Vous conviendrez certainement que notre organisation est plus délicate que la vôtre. Nous n'avons pas la prétention, comme le sexe fort d'avoir des cordes en guise de nerfs et notre appareil auditif est plus impressionnable que le vôtre. Vous voyez que je ne parle même pas

remercier l'Assemblée du choix qu'elle venait de faire en sa personne.

Il espère trouver, a-t-il dit, dans la Société et dans l'amour sincère de la science qui anime ses membres le stimulant nécessaire pour remplir dignement la tâche importante qui lui échoit. M. Sémenov a rappelé ensuite en termes élogieux les services qu'a rendus à la science son éminent prédécesseur et a invité l'Assemblée à lui témoigner sa gratitude en se levant, ce qui a été fait au milieu d'applaudissements répétés.

— D'après la *Voie*, le ministère de la guerre, prenant en considération la cherté croissante des objets d'équipement et d'alimentation des troupes, et la concurrence irrégulière et aventureuse des soumissionnaires, jugerait utile de développer autant que possible le système des soumissions à long terme, dont les avantages sont définitivement établis par l'expérience acquise. Ces soumissions, confiées par le ministère à des capitalistes sérieux et d'une honnêteté éprouvée, peuvent arrêter la hausse des prix, tout en garantissant au ministère des fournitures parfaitement régulières. L'introduction du service obligatoire va considérablement grever le budget de la guerre, mais dès à présent les dépôts organisés par l'intendance militaire, spécialement en vue de l'augmentation de l'effectif, renferment des équipements complets pour 500,000 hommes (pour une somme d'environ 14,000,000 r.) et 200,000 chevaux de farine et de grain (pour une somme d'environ 1,500,000 r.). Il faut ajouter à cela que nos six ateliers militaires de confection peuvent livrer annuellement jusqu'à 270 mille équipements complets.

La *Voie* croit savoir d'ailleurs que le ministère de la guerre se propose d'organiser un septième atelier de ce genre.

— Au dire de la même feuille, le ministère de l'intérieur aurait soulevé la question relative au droit des assemblées provinciales et des assemblées de district de fixer le nombre des députés d'eau-de-vie et les localités où ils peuvent être établis dans les provinces et les districts respectifs. Le ministère serait d'avis d'accorder ce droit à ces assemblées.

— Hier, mardi 16 janvier, la 1^{re} catégorie des électeurs municipaux de St-Petersbourg a procédé aux élections des membres du nouveau conseil municipal. Le nombre des élus est de 84, dont 56, soit les deux tiers, sont des membres du conseil actuel. Les membres nouvellement élus ne sont qu'un nombre de 28. La classe privilégiée compte 46 élus; les autres 38 conseillers appartiennent à la classe des marchands.

— Le correspondant de Moscou de la *Voie* annonce qu'en considération du grand âge de M. le conseiller privé Tohn et sur sa requête, M. le conseiller d'Etat Résanov, recteur de la section d'architecture à l'Académie impériale des beaux-arts, est nommé adjoint de M. Tohn en sa qualité d'architecte principal de la cathédrale du Saint-Sauveur, qui se construit à Moscou. M. Résanov reste attaché au ministère des domaines.

— Le même correspondant croit pouvoir annoncer que le maire actuel de la ville de Moscou, M. Liapine, réélu à ce poste comme nous l'avons déjà dit, par la nouvelle assemblée municipale, a été confirmé dans ses fonctions.

— D'après le *Nouvel Temps*, la recette brute des théâtres impériaux de St-Petersbourg en 1872 s'est élevée à 1,139,358 r. 20 c. En 1871 elle avait été de 1,080,000 r. L'augmentation est donc de 59,358 r. 20 c.

— On écrit d'Odessa à la *Voie* que la Société russe de navigation à vapeur et de commerce vient d'ouvrir une nouvelle ligne de communication par bateaux à vapeur de Constantinople à Varna, Kustendji, etc. Jusque dans ces derniers temps cette ligne n'était desservie que par des vapeurs anglais et autrichiens.

— Le *Messageur Officiel* annonce que la section de la ligne de Landarovo-Romny, comprise entre la station de Vilko, (à 9 verstes de Vilna) et la ville de Minsk (173 verstes), a été livrée à la circulation le 14 janvier.

— D'après la *Bourse* la circulation des trains serait rétablie depuis le 12 janvier sur

la ligne de Poti-Tiflis entre Kvirily et Botjoubane. Entre cette dernière localité et Sonram la circulation serait encore suspendue à cause d'éboulements considérables sur divers points.

— On lit dans la *Gazette* (russe) de l'Académie :

« Le dernier congrès des délégués des chemins de fer a reçu la communication de l'établissement, au ministère de la justice, d'une commission spéciale chargée d'étudier les causes des dommages causés si fréquemment des voies ferrées. La commission, après avoir étudié tous les cas de ce genre constatés jusqu'ici, a trouvé qu'ils s'expliquent tous sans exception par deux motifs seulement : d'abord la vengeance d'employés subalternes (aiguilleurs, gardes-voie, etc.) renvoyés par les compagnies, et ensuite des espiègleries d'enfants, qui ne comprennent point la portée de l'action qu'ils accomplissent en posant sur les rails des pierres ou autres objets lourds. On n'a pas encore constaté, — d'après les dires de la personne qui a fait cette communication au congrès, — un seul cas indiquant une malveillance générale de la part de toute la population de telle ou telle localité, malveillance qui aurait pour cause, — comme l'affirmerait le délégué du ministère de l'intérieur au congrès, — les incendies fréquents causés par les trains dans les localités qu'ils traversent. Comme preuve à l'appui, on a cité l'exemple de la ligne de Rybinsk-Bologoe, où les cas d'endommagement prémédité de la voie sont très fréquents et où les locomotives n'ont jamais été la cause d'un incendie. »

— Le *Messageur officiel* constate 15 cas d'accidents arrivés sur nos chemins de fer du 11 au 14 janvier. La plupart appartiennent à la catégorie des « arrêts de trains pour cause d'empoisonnement ». Il y a eu un cas de collision entre un train de marchandises et un train de voyageurs (ligne de Tambov-Saratov, 11 janvier) et trois cas de déraillement (lignes de Tambov-Saratov, de Moscou-Brest et d'Orel-Griazi).

— Nous trouvons dans une correspondance d'Orel publiée par la *Voie* l'histoire bizarre que voici :

« L'autre jour, un de nos sergents de ville rencontre dans une des rues d'Orel deux petits mendicants de 8 à 9 ans examinant attentivement des objets qu'ils tenaient à la main : Or, l'un de ces enfants tenait une obligation du second emprunt intérieur et l'autre un billet de 100 r. Questionnés par l'agent de police sur l'origine de cet argent, les petits mendicants déclarent qu'il leur avait été donné par un « monsieur » inconnu auquel ils avaient demandé l'aumône. Le sergent de ville mène les deux garçons chez le commissaire de police du quartier, qui parvient à apprendre que le nouveau Monte-Christo était un riche propriétaire, M. Sch... atteint d'aliénation mentale. M. Sch... confirme au commissaire la déposition des petits mendicants et déclare ne pas vouloir reprendre l'argent qu'il leur avait donné. Le commissaire alla alors aux informations sur la moralité des parents des deux garçons, et, comme ces renseignements se trouvaient très peu rassurants, il proposa aux parents de M. Sch... de donner 10 roubles à chacun des deux petits mendicants, et 5 roubles de gratification au sergent de ville, et d'employer le reste de l'argent à quelque œuvre de bienfaisance. C'est ce qui en fut en effet. »

— Bulletin de la variolo à St-Petersbourg le 15 janvier 1872 :

	Sexe masc.	Sexe fem.	Total.
Malades au 15 janvier.	168	66	234
Cas nouveaux.	5	6	11
Guerisons.	7	2	9
Décès.	3	1	4
Il restait en traitement au 16 janvier.	163	69	232
Total depuis l'apparition de la variolo (du 1 ^{er} avril 1872 au 16 janvier 1873) :			
Cas.	3125	1790	4915
Guerisons.	1958	1060	3018
Décès.	1030	635	1665

(Gazette de police de St-Petersbourg.)

Les articles nécrologiques sur le comte Kisselew n'ont pas fait défaut lorsque la triste nou-

velle de son décès est arrivée ici. Mais le fait de la translation de sa dépouille mortelle directement de Pétersbourg à Moscou, par le chemin de fer de Smolensk, et de son inhumation au monastère Donskoi, a passé tout à fait inaperçu pour les journaux et c'est notre correspondant de Moscou qui est le premier à nous en donner connaissance.

Cette cérémonie a eu lieu le 24 décembre dernier, en présence de MM. Kisselew, neveu du défunt, de ses parents du côté de sa mère, MM. les princes Oroussow, et de tous les généraux ainsi que d'un très grand nombre d'officiers de tous grades des troupes de la circonscription militaire de Moscou. Deux bataillons d'infanterie avec le drapeau et une brigade d'artillerie s'y trouvaient aussi, et les salves d'usage ont été exécutées au moment où le cercueil a été déposé en terre.

Le gouverneur général et le commandant de la circonscription militaire de Moscou étaient à cette date à St-Petersbourg.

Parmi les esquisses de la vie du comte Kisselew qui ont été publiées récemment, il y en a de bien remarquables; seulement elles semblaient toutes plus ou moins s'adresser à ceux qui ont été témoins de l'activité du comte plutôt qu'à la génération qui a poussé depuis qu'il s'était retiré dans la vie privée. Pourtant cette génération ne peut que gagner à être renseignée avec précision sur une existence consacrée avec tant de fruit à la prospérité et à la grandeur de la Russie. Voilà pourquoi nous tenons à constater que la création du ministère des domaines a été le véritable prélude de l'émancipation des paysans, naguère attachés à la glèbe des propriétaires terriens.

Nous nous permettons de relever encore une omission de la part des biographes du comte Kisselew. Aucun d'eux n'a parlé de son extérieur, grâce auquel pourtant la première impression qu'il produisait était décisive. Ses beaux yeux noirs avaient quelque chose de pénétrant et d'investigateur, et en même temps le voluté de ce regard, où prédominait la bienveillance, exerçait une action attractive et irrésistible et commandait la confiance et le respect. Ajoutez à cela une stature athlétique et des yeux proportionnés, la tenue décente et les manières séduisantes du plus parfait gentleman, et vous comprendrez l'ascendant que le défunt exerçait de prime-abord. Il s'y était habitué lui-même de bonne heure. Les masses le subissaient instinctivement; les individus n'y échappaient pas non plus; seulement, pour ceux-ci, quelque court que fut l'entretien qui suivait cette première impression, il suffisait pour justifier cet ascendant par une supériorité réelle comme esprit et comme culture. C'est qu'en effet, l'extérieur et les qualités morales formaient ici un ensemble qui ne laissait rien à désirer.

Il faut encore faire ressortir que le comte Kisselew s'est toujours distingué par les qualités du cœur ainsi que par beaucoup de droiture et d'indépendance de caractère. Jeune homme et déjà chef d'état-major de la 2^e armée, il répondait aux sarcasmes du comte Arakschévitch, malgré l'immense écart dont celui-ci jouissait, de manière à le réduire au silence (v. « Le XIX^e siècle », mémoires de Basargine).

Quant au rôle qu'il a joué dans les Principautés danubiennes, nous avons sous les yeux une brochure, qui a paru à Bucharest dans le courant du mois de décembre de l'année dernière et qui traite précisément ce sujet.

Nous en extrayons les passages suivants :

« La résurrection du peuple roumain date du traité d'Andrinople. L'émancipation accomplie par la voie des armes, il restait à remplir les classes de ce traité qui autorisaient des réformes intérieures. En ce moment arriva, avec la mission de la restauration politique et sociale des Principautés, un envoyé de cette même puissance qui avait pris sur elle, depuis à peu près un siècle, la protection du peuple roumain. Le général Kisselew fut investi de cette haute et difficile mission. Avec les qualités supérieures dont la nature l'avait doté, il avait acquis, dans différentes fonctions publiques, à l'âge de 40 ans, des vues larges, l'esprit d'ensemble et de détail à la fois, qui doit présider à la gestion des affaires; en même temps, un tact remarquable dans le maniement des hommes. Il avait une vaste intelligence, un coup d'œil sûr et une puissante initiative. Ces

dons précieux lui suffirent pour remanier toutes les sources de la vie d'une nation. Actif, laborieux, pénétré des nécessités du pays, il pensait à tout, suffisait à tout. Muni des instructions du gouvernement russe, qui avait élaboré le plan des réformes, c'est à peine si l'on eut deux collaborateurs dans le pays. Animé du feu sacré, qui fait les grandes choses, Kisselew acheta et mit à exécution, dans l'espace de moins de quatre années, la réforme radicale et complète des Principautés. Cela a été une révolution sociale et politique, consignée dans un volume qui porte le titre de *Règlement organique*. C'est le point de départ de tout ce qui s'est fait depuis.

« En arrivant, Kisselew trouva un pays sans administration, sans justice, sans finances, sans armée, sans municipalités, sans élections; tout était le fait d'un arbitraire illimité, marqué tout à tour par l'insouciance, l'impéritie, la rapacité. Il le laissa doté de toutes les institutions d'un peuple autonome, organisé à l'instar des peuples civilisés de l'Europe.

« En partant il lui légua en outre un trésor inestimable : la conscience de soi-même, la croyance dans ses forces. La fascination d'un seul homme a suffi pour produire un phénomène. Le peuple roumain s'est soudainement senti tout autre que la veille. Secoué de son inertie, il apprenait à compter sur ses destinées.

« Nous avons été gâtés, depuis un siècle, par la fortune. Sans cela, l'œuvre du général Kisselew aurait autrement fructifié après son départ. Espérons que ce qui n'a pu se faire, préparé par la sollicitude d'autrui, arrivera après une expérience douloureuse. Les enfants apprennent à marcher en tombant.

« La reconnaissance est le signe des peuples virils; l'ingratitude, — la preuve de leur décadence. Un monument devait témoigner de la reconnaissance des Roumains envers celui qui fut pour eux l'envoyé de la Providence. Informé de cette intention, le comte Kisselew écrivit de St-Petersbourg qu'il désirait voir les fonds destinés à l'érection du monument, employés à alimenter l'eau potable de la ville de Bucharest. Il est temps à présent d'orner la fontaine, qui existe depuis 30 ans, de la statue en bronze de Kisselew... »

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER.

La séance du 25 janvier de l'Assemblée Nationale de France a commencé par le vote des lois portant ouverture de suppléments de crédit à diverses branches de l'Administration. Puis on a passé à la discussion du projet de loi électorale de M. de Castellane, relatif à la formation de la Chambre des Députés. L'auteur de ce projet voulait que sa proposition fût renvoyée, non pas à la commission électorale qui fonctionne depuis longtemps, mais à une commission spéciale. Cette dernière demande n'a pas été accueillie par l'Assemblée, qui a toutefois voté la prise en considération du projet Castellane. A la fin de la séance, M. Brice a déposé une demande d'interpellation sur l'interprétation et la mise à exécution des articles de la loi militaire relatifs au volontariat d'un an. La discussion de cette interpellation a été fixée au 1^{er} février.

La séance tenue à la même date par la commission des Trente est précisément celle où cette réunion a rejeté par 19 voix contre 5 l'amendement de M. Marcel Barthe, qui demandait l'accès de la tribune pour le président de la République — chaque fois qu'il s'agirait d'une interpellation, d'une motion ou d'une pétition dont le jour. La commission des Trente s'est occupée ensuite de l'amendement de M. Max Richard que celui-ci a retiré lui-même pour se rallier à celui de M. Delacour demandant que le président puisse être entendu dans les interpellations qui auront pour objet des actes engageant la politique générale du gouvernement, soit au dehors, soit au dedans, lorsqu'ils auront été déli-

bérés en conseil des ministres et contre-signés par le vice-président du conseil. La commission n'a pris aucune décision sur cet amendement, dont elle a remis la discussion à la séance qui a eu lieu avant-hier.

Une dépêche de Versailles que nous publions plus loin fait pressentir que M. Thiers n'acceptera pas sans modification le projet qui sera élaboré par la commission des Trente, mais elle affirme en même temps qu'un arrangement final est considéré comme certain. Ces espérances existaient du reste, à Paris, déjà trois jours auparavant. Le rejet de l'amendement Saccache-Baze et Labassetière avait été accueilli comme un gage des dispositions conciliantes de la majorité de la commission, et ce fait avait contribué à donner de la consistance au sentiment optimiste.

La presse autrichienne présente depuis quelque temps les nouvelles de roatie sous les couleurs les plus sombres. Les rapports de ce pays avec la Hongrie ne sont en effet pas des plus satisfaisants. Les élections de 1871 avaient donné une majorité hostile à l'arrangement conclu en 1868 et l'on se rappelle les efforts qui ont dû être faits pour amener les magnats à faire acte de présence pendant les premières séances et à assurer ainsi au parti ministériel une majorité fictive et peu durable. Lors de l'avènement du comte de Lonyay à la présidence du conseil en Hongrie, un de ses premiers soins fut d'entamer des négociations en vue d'un accord avec la Croatie, mais il n'y réussit pas. Le Parlement de Pesth nomma à son tour une commission (dont, on se le rappelle, M. Déak avait refusé la présidence) et qui avait pour mandat de négocier avec une délégation analogue de la Diète d'Agram sur les modifications à apporter au pacte de 1868. Les deux réunions travaillaient chacune séparément; mais on ne tarda pas à reconnaître qu'entre les exigences de l'une et les dispositions de l'autre il y avait trop de divergence pour qu'une entente dût sortir de leurs délibérations.

Sur ces entrefaites, le comte de Lonyay fut remplacé, comme on sait, par M. de Szlavy à la tête du ministère; des impatiences se manifestèrent en Croatie, où quelques écrits intempestifs vinrent aggraver la situation, en même temps que de Pesth on commençait à répandre le bruit qu'un homme d'Etat hongrois (on désignait même le comte Zichy, récemment nommé ministre du commerce et naguère chef de l'Administration de Fiume) serait envoyé à Agram avec le titre de commissaire royal et des pouvoirs fort étendus.

C'est au milieu de cet état de choses qu'un député croate, M. Zsvikovic, a interpellé le 21 janvier, dans la conférence du parti Déak, le président du conseil sur ses intentions quant à la Croatie. Excessivement modéré dans la forme, M. Zsvikovic a su démontrer d'une façon irréfutable que l'envoi d'un commissaire royal dans les conditions où la presse en avait parlé, serait une illégalité et ne pourrait s'accomplir que si la Constitution était suspendue, et il a terminé en demandant au gouvernement s'il était disposé à faire une déclaration qui fût de nature à rassurer l'opinion publique fort inquiète en Croatie, et en second lieu, si la commission hongroise pour la révision du pacte de 1868 a déjà commencé ses travaux et si le ministère est prêt à user de son influence pour faire accélérer ces travaux, attendu que la Diète de Croatie doit désirer, d'ici à sa prochaine session, connaître le résultat de ces travaux, quel qu'il doive être.

M. de Szlavy, remerciant l'interpellant

de l'orchestre, mais, malgré toutes ces précautions, je voyais et j'entendais, tant mon système nerveux était surexcité!

« On veut-ils donc en venir ces novateurs? Ils comptent évidemment supprimer la *mélodie*, l'*harmonie* et le *rhythme*, et l'on se demande ce qui restera pour la musique?... La déclamation, disent-ils, et une instrumentation variée et pittoresque. Mais alors c'est un *mélodrame* qu'ils voudraient border leurs efforts. — Il me semble pourtant que le drame lyrique, c'est-à-dire l'opéra, vaut mieux que cela.

Puissiez-vous avoir des chanteurs, faites-les chanter! Ils trouveront des chanteurs l'occasion de faire la caquette!

Mais pardon; je me laisse entraîner; il n'entre point dans mes intentions d'approfondir la question de la réforme musicale que MM. nos novateurs tiennent à nous imposer. Je voulais seulement vous faire part de mes impressions personnelles.

Je quittai le théâtre pâle et défaite. A la sortie, pendant que j'attendais ma voiture, quelqu'un disait à haute et intelligible voix : « Ces messieurs (les novateurs) sont les *pétroleurs* de la République des beaux-arts. »

Le mot est sanglant, mais il a du vrai. Ces messieurs veulent « déboulonner » et démolir à tout prix. Ils traitent Mozart de ganache, — ils répudient — même Wagner, le plus avancé des réformateurs, et ils n'ont encore personne sous la main pour remplacer ceux qu'ils s'emparent d'anéantir.

N. P.

du ton calme et modéré dans lequel il a exposé les appréhensions et les griefs de ses compatriotes, a déclaré vouloir faire une réponse brève mais catégorique. Après avoir dit que ses intentions étaient les meilleures à l'égard de la Croatie et qu'il désirait voir accomplir toutes les aspirations de ce pays conformes au principe de l'unité de l'Etat hongrois, il a ajouté que pour le moment il ne fera absolument rien en Croatie, toute action positive du gouvernement lui semblant prématurée, tant que les délibérations des deux députations régionales, comme on les appelle, n'auront pas abouti à un résultat quelconque. — «un résultat négatif étant également un résultat, parce qu'alors la convention de 1868 resterait en vigueur.»

Le président du conseil a ensuite donné à entendre que la députation hongroise devait reprendre ses travaux lundi 27 janvier, que lui, M. de Szlavay, ferait tout son possible pour les accélérer et qu'il espérait en voir sortir un résultat satisfaisant. Quant aux bruits mentionnés par l'interpellant, le ministre a dit qu'il y répondait en affirmant que, quel que soit le résultat des négociations entamées, c'est-à-dire que l'arrangement de 1868 soit maintenu ou qu'il soit modifié, le ministère n'aura pour guide vis-à-vis de la Croatie que la loi.

Cette déclaration du président du conseil a été accueillie avec des applaudissements par les membres du parti Déak, et M. de Zsvikovsky, de son côté, a déclaré qu'il en était entièrement satisfait.

Un arrêté récent publié par la *Gazette de la Havane* donne une triste idée de la moralité de certains fonctionnaires de l'île de Cuba, en même temps qu'il explique un fait grave constaté depuis longtemps, mais resté jusqu'ici sans éclaircissements.

Depuis des années, l'opinion publique se plaignait de vastes fraudes qui se commettaient à la douane, l'intendance générale en était instruite et les coupables restaient impunis. M. Villamil, nommé depuis peu de temps directeur-général, a procédé à une enquête sévère sur des abus dénoncés, et ses recherches ont abouti à un résultat aussi triste qu'inattendu : la malversation et la fraude étaient organisées sur la plus vaste échelle par ceux-là mêmes qui étaient chargés de veiller aux intérêts du trésor. Pour donner une idée de l'importance des sommes perdues, il suffira de dire que, sur 43 feuilles seulement, on constate l'absence de déclarations de valeurs s'élevant à près de 271 millions.

A une époque normale, ce serait là un acte d'immoralité des plus graves ; l'est beaucoup plus dans un pays accablé par les dépenses que nécessite la guerre civile et qui a dû contracter des dettes onéreuses, non pas seulement pour se défendre, mais pour combler les vides faits dans le trésor par les agents du gouvernement eux-mêmes. A la suite d'une première enquête, le gouverneur civil a destitué 17 administrateurs et employés.

DEPÊCHES TELEGRAPHIQUES

AGENCE INTERNATIONALE.

Versailles, mardi 28 janvier, au soir.

La commission des Trente a rejeté la seconde partie de l'amendement Ernoul concernant la participation de la commission des Trente aux travaux de celle chargée de l'élaboration de la loi électorale.

La commission soumettra à M. Thiers et à M. Dufaure en même temps l'ensemble du projet et l'amendement Duchâtel (relatif aux cas d'interpellation).

On croit que M. Thiers n'acceptera pas sans modifications le projet de la commission, mais néanmoins un arrangement final est considéré comme certain.

Voir la suite des dépêches à la fin de la rubrique Dernières Nouvelles.

Allemagne.

PRUSSE. — CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Séance du 25 janvier.

(Suite.)

Après le discours du chancelier de l'empire, prince de Bismarck, résumé dans notre numéro d'hier, M. LE PROFESSEUR VIRCHOW prend la parole.

L'assertion de M. le chancelier de l'empire, — dit le député progressiste, — selon laquelle un chancelier originaire d'un Etat allemand autre que la Prusse pourrait, du moment qu'il posséderait la confiance de l'empereur, exercer sur le ministère prussien une influence telle qu'une parfaite harmonie régnerait entre la chancellerie de l'empire et le cabinet prussien, — cette assertion, dis-je, me paraît exagérée. A mon avis, les fonctions de chancelier et le poste de président du conseil prussien sont inséparables. M. le prince de Bismarck a exprimé lui-même cette opinion en son temps, et il la considérait comme toute naturelle jusqu'au moment où il a remarqué que ce cumul entraînait des difficultés, c'est-à-dire des « dissonances » à la suite desquelles il a déposé ses fonctions de chef du cabinet prussien. Je crois qu'on aurait dû profiter de l'occasion pour consolider ce cabinet et lui donner l'homogénéité et l'unité qui lui ont fait défaut jusqu'à présent. L'objet de nos vœux c'est un ministère composé d'hommes ayant les mêmes opinions et les mêmes tendances, tous solidaires l'un de l'autre et dont le président occupe réellement la première place, ait une autorité décisive et puisse faire prévaloir ses vues.

Peut-être, messieurs, nous soumettra-t-on bientôt un projet de loi sur une nouvelle organisation du ministère prussien. M. le chancelier de l'empire vient de faire des allusions au régime britannique, bien que, comme il ne l'ignore point, la comparaison fût un peu forcée. Si nous avions en effet un ministère issu de la majorité de la Chambre, et cela sans qu'aucune autre combinaison fût possible, nous pourrions laisser passer inaperçues certaines particularités anormales qui nous inquiètent maintenant.

Par exemple, messieurs, la nomination d'adjoints des ministres (*ad latus*) est tout-à-fait insolite chez nous. M. le comte de Roon, président du conseil, vient aussi de recevoir un adjoint et nous en sommes venus à craindre qu'on ne donnât également des adjoints à MM. les ministres de l'Agriculture et du Commerce. (Rires.) Dans ce cas, le cabinet prussien ne serait plus qu'un « champ d'expérimentation » car nous ne pourrions pas inviter MM. les adjoints, qui sont irresponsables, à rendre compte de leurs actes devant la représentation nationale comme nous le faisons pour les ministres.

M. le chancelier de l'empire lui-même peut

se trouver dans des embarras par rapport à son *ad latus*. M. Delbrück, car il ne sera pas toujours possible au chancelier de lui donner des instructions suffisantes pour déterminer son suffrage, à toute occasion donnée, dans un sens absolument conforme à son désir. M. Delbrück peut en outre changer d'avis au cours des débats et voter contre ses instructions, en se réservant de convaincre ensuite son chef de la nécessité d'un pareil vote. En effet, M. Delbrück n'est pas responsable vis-à-vis de nous, il ne l'est qu'envers son chef.

Nous avons toujours été si modestes, messieurs, quant à nos demandes sur le terrain de la pratique constitutionnelle, que nous pouvons bien exiger un exposé clair et net de la situation et des explications complètes sur les motifs et la portée des changements qui viennent de s'opérer dans le ministère.

M. LE CHANCELIER DE L'EMPIRE, PRINCE DE BISMARCK, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. L'honorable préopinant a vu paraître devant ses yeux, dont les regards percent l'avenir, le fantôme d'un chancelier de l'empire non-prussien, ressortissant d'une autre branche de la nation allemande et majoritairement l'Etat prussien. Je crois en effet que c'est un pur fantôme, et la faculté de l'apercevoir découle d'une dose de particularisme plus forte que je ne l'aurais supposée à l'honorable M. Virchow. (Hilarité.) La question de la pondération des pouvoirs entre l'empire d'Allemagne et les divers Etats qui le composent est définie par la Constitution de l'empire, tout comme elle devra et pourra être résolue définitivement par la suite, grâce à l'action législative ultérieure de l'empire et à l'extension légitime de sa compétence.

Or, messieurs, si l'empire venait à acquiescer alors une puissance telle qu'un Etat aussi fort que la Prusse, — laquelle forme les cinq huitièmes de tout l'ensemble, — doit redouter l'influence prépondérante de l'empire, — y aurait-il là matière à des craintes ? J'avais toujours pensé, au contraire, que c'était précisément un idéal auquel tendent les aspirations de l'honorable député. (Hilarité.) Nous sommes pourtant tous compatriotes, nous autres Allemands, et, quant à moi, je m'attache à combattre sous ce rapport toute distinction entre ce qui est allemand et ce qui est prussien. Que le chancelier de l'empire soit un Prussien ou un Bavarois, ce n'est ni comme Prussien ni comme Bavarois qu'il doit vous apparaître, mais uniquement comme Allemand. Il faut, messieurs, que l'Allemand s'accroche de plus en plus dans le chancelier, et, à cet effet, je crois nécessaire que le chancelier s'affranchisse et se débarrasse de toute cette « végétation » qui doit s'être attachée à lui dans la vie officielle prussienne. (Grande hilarité.)

Cette pensée, selon moi, doit être poursuivie et développée de plus en plus si nous voulons parvenir à la véritable unité de l'empire. L'unité des intérêts prussiens et des intérêts allemands et la garantie de la Constitution prussienne gisent dans l'unité personnelle par S. M. l'empereur et roi. Que ces deux organismes aient en jusqu'à présent le même homme d'Etat pour en diriger le fonctionnement, c'était là une nécessité du début, mais aussi un fait qui ne pourra guère se maintenir à la longue.

Un chancelier de l'empire et un président du ministère prussien, auquel la situation soit facilitée comme elle me l'a été à moi par la nouveauté même de l'état de choses et par l'appui de plusieurs partis, sinon de tous, — et qui, comme cela a été le cas pour moi, jouisse de l'avantage résultant de l'impression toute fraîche des événements à la suite d'une évolution bienvenue pour tous, — un pareil chancelier de l'empire et président du conseil prussien, dis-je, ne se retrouvera peut-être pas facilement. Il pourra y avoir plus tard des hommes d'Etat plus capables, plus rompus aux affaires (*geschult*), plus aptes au travail que moi, mais leur autorité n'aura pas pour prétexte la nouveauté de la situation ; on leur suscitera plus de difficultés qu'à moi ; leur sera moins aisé de venir à bout de la surcharge de travail qui leur incombera, — s'ils veulent assumer le poids des affaires avec le sentiment d'une responsabilité aussi complète et aussi honnête que je l'ai assumée moi-même. (Assentiment.)

Il y a un point sur lequel l'honorable préopinant ne m'a pas compris. Je n'ai pas parlé de « dissonances » dans le sens généralement attribué à ce mot ; je n'avais en vue que le fardeau du travail dont j'étais accablé, car il ne s'est pas produit de dissonances à la suite desquelles j'aurais renoncé à mes fonctions. Dans toutes les questions débattues récemment au sein du conseil, je ne sache pas que je me sois jamais trouvé en dehors de la majorité ; je n'aurais succombé sous un vote hostile, et qu'on aurait pris des décisions contraires à mes vœux, bien que peut-être je n'aie pu obtenir tout ce que j'aurais désiré, — en cela je suis peut-être trop optimiste (*sanguinisch*) et trop ardent ; — du moins je n'ai pas pu l'obtenir en déployant les moyens qui me restent de mon ancienne sphère d'activité.

Serait-il utile, messieurs, de donner sous ce rapport à la monarchie prussienne une Constitution plus semblable à celle de l'Angleterre ? C'est à qui, si je ne me trompe, tendent les aspirations de l'honorable préopinant. Nous avons approché de ce régime, messieurs, mais je ne crois pas que nous nous l'assimilions jamais complètement ; pour cela les deux nations diffèrent trop dans leur essence. Il est possible que l'on considère comme désirable de donner à notre ministère une organisation nouvelle, de modifier notre droit politique, de réviser le président du conseil d'attributions au moins égales à celles du président d'un « collège de gouvernement » (provincial) ; le droit d'inhibition, le droit de veto, sous réserve de la décision royale. Mais tout cela, nous ne l'avons pas encore et je ne puis pas aller aussi vite en besogne ; mes forces s'épuisent et je dois régler mes innovations sur l'état de choses existant. La véritable expression de la situation actuelle serait : qu'on abandonnât complètement le titre de « président du ministère », qui ne signifie rien pour ainsi dire, et qu'on adoptât le principe de réviser toujours des fonctions présidentielles le plus ancien de huit ministres à droits égaux. Mais si le titre de président du ministère doit valoir au titulaire quelque chose d'approchant de ce que pareil titre fait supposer de considération et d'influence, il faudra toujours, dans la situation actuelle, que l'homme d'Etat revêtu de ce titre en vienne, vis-à-vis de ses collègues, à un déploiement d'efforts, de pression, de persuasion tel que le président du ministère devra consacrer à ces « faux frais » (*en français dans le texte*) absolument tout son temps, pour se dire ensuite, à la fin de chaque jour, qu'il est resté en arrière de la tâche qu'il s'était tracée, — si faibles sont les moyens dont il dispose !

Il faut, par conséquent, ou bien qu'on s'en tienne purement à la « responsabilité collégiale », sans se soucier de savoir qui est président du conseil et sans attribuer à ce dernier le moindre degré d'une responsabilité plus étendue ou plus grave que celle de tout autre ministre, — ou bien qu'on investisse le président du conseil d'une « responsabilité supérieure » à celle de ses collègues, ainsi, par exemple, qu'on l'entende en première ligne en même temps que le chef de ressort intéressé, et que, par suite, on lui mette en mains des moyens

autres que ceux dont il dispose actuellement, bien que, — à vrai dire, je ne crois pas que le bonhomme d'Etat puisse jamais remplir simultanément à la longue, à sa propre satisfaction, les doubles fonctions de chancelier de l'empire et de président du ministère prussien.

L'honorable M. Virchow a exprimé le regret que l'on n'ait point profité de l'occasion pour modifier et compléter le ministère. Je crois, messieurs, que cela eût été fort inopportun et, pour ce qui me concerne, j'ai travaillé de toutes mes forces à empêcher une modification quelconque.

J'ai consacré à ce but les premiers quinze jours qui ont suivi mon retour à Berlin, et si le regret de M. Virchow était fondé, j'aurais alors travaillé en pure perte. Or, je le répète, je me suis efforcé d'empêcher tout changement. Le président du conseil actuel est mon plus ancien collègue, ou plutôt il est plus ancien que moi-même au sein du ministère ; il est mon ami depuis ma plus tendre jeunesse ; il régit entre lui et moi une franchise complète et une entière confiance. Je suis pleinement convaincu que, quant à lui, il ne continuera pas à exercer la présidence du ministère au prix d'une rupture politique avec moi ; — j'ai pleine confiance en lui, et je n'ai confiance qu'en peu de gens (Hilarité) en dehors du ministère actuel, messieurs (Redoublement d'hilarité). Car, selon ma pensée, il ne s'agissait que de compléter le ministère en lui adjoignant de nouveaux éléments.

Supposons donc, messieurs, que Sa Majesté eût choisi, en dehors du ministère, un nouveau président du conseil. Or, dans tous les cercles politiques avec lesquels je suis en relations, je ne vois pas trop sur qui j'aurais pu tomber le choix de Sa Majesté. Le nouveau président n'eût donc été plus ou moins étranger et je n'aurais pas su quelle direction on imprimait à la marche des affaires. Supposons en outre qu'à l'époque où je repris mes fonctions, l'un ou l'autre des ministres actuels fût sorti du conseil, — le ministre de l'Agriculture n'a donné sa démission que pour des motifs de santé, — admettez, dis-je, que l'un des membres du cabinet se fût retiré pour des raisons politiques (dont on aurait probablement mis la responsabilité sur le compte d'un autre ministre), cette retraite n'aurait-elle pas eu l'apparence d'une censure à l'adresse du gouvernement royal et des ministres restés au sein du cabinet ? Cette espèce de « protestation tacite » suivie de démission n'eût-elle pas pu être invoquée soit comme témoignage contre les collègues du ministre démissionnaire, soit comme un symptôme de l'hypothèse entièrement injustifiée que Sa Majesté aurait changé d'avis relativement à certaines mesures gouvernementales ? Les deux suppositions étaient possibles du moment que, d'un côté ou de l'autre, un des ministres se séparait de ses collègues.

En conséquence, messieurs, j'ai considéré comme mon devoir le plus pressant de faire traverser la crise à tout le personnel actuel du cabinet, afin que de la démission d'un des membres on ne pût pas conclure à des divergences d'opinions, soit entre Sa Majesté et les conseillers de la couronne, soit au sein du ministère lui-même. C'est précisément en vue de ces graves problèmes soumis à vos délibérations que j'ai considéré comme de la plus haute importance de maintenir le ministère aussi compact que possible en présence de ces questions, et je crois, messieurs, que dans les vœux qui m'ont été adressés, nous n'aurons pas à regretter le résultat de mes efforts.

Compléter le ministère en choisissant ses membres dans la majorité de la Chambre : cela, messieurs, est beaucoup plus facile à dire qu'à faire. Il faut, à cet effet, une majorité plus ou moins constante. Or, où est-elle cette majorité, le grand secret (*arcamum*) du système constitutionnel ? Elle était très-facile à trouver en Angleterre aussi longtemps que, dans ce pays, il n'y eut que deux partis : les whigs et les tories. C'était le résultat d'une simple opération arithmétique. On faisait le dénombrement de chacun des deux partis, et qui avait la majorité arrivait au pouvoir. Mais tout cela est bien changé en Angleterre aussi, et, selon mon opinion, c'est dans cette circonstance qu'il faut chercher le principal motif de ce que, dans son administration intérieure, le gouvernement britannique n'est plus en mesure de déployer comme auparavant la même constante énergie dans une direction donnée. Il y a maintenant en Angleterre au moins cinq fractions politiques avec lesquelles il faut compter, et il faut déjà rallier les adhérents de plusieurs d'entre elles pour arriver à une majorité, — majorité ne pouvant que devenir chancelante, par la raison que d'ordinaire une seule de ces fractions, souvent aussi pas même une, n'est intimement d'accord avec tous les éléments dont se compose le ministère. De cette manière, on aboutit bien plus facilement à la limite du terrain commun sur lequel, en général, un pareil ministère de coalition peut seul se maintenir, — et ce terrain se réduit à de bien faibles dimensions.

Chez nous, messieurs, nous ne sommes pas encore, à mon avis, dans une situation à pouvoir créer un « ministère de parti ». Notre ministère doit avoir, en Prusse, un caractère éminemment gouvernemental, — permettez-moi une expression qui rend complètement ma pensée intime (*Hersensanfassung*) — il doit avoir un « caractère royal ». (Bravos à droite.) Du moment que nous adopterions les ministères de parti, les contrastes politiques deviendraient plus vifs. Le roi et le conseil émané des vœux politiques du souverain sont seuls affranchis de l'esprit de parti, — et c'est dans cette position, messieurs, au-dessus des partis et à la hauteur de la couronne, que le gouvernement doit être maintenu en Prusse. Il pourra être nécessaire, selon le sentiment gouvernemental de Sa Majesté et du gouvernement, de marcher dans certains cas avec un parti et dans d'autres cas avec un autre. En Angleterre, pareil revirement est caractérisé d'habitude par un changement de ministère. S'il s'agit de prendre des mesures réactionnaires, c'est le parti libéral qui saisit le gouvernement, et cela dans la juste supposition qu'il ne dépassera pas les limites nécessaires ; si l'on doit, au contraire, prendre des mesures libérales, c'est le parti conservateur qui prend le gouvernement en main (Hilarité), et cela pour les mêmes raisons. Chez nous, selon moi, les contrastes de parti sont encore trop vifs, et le sentiment d'Etat comme tel (*staatlische Gefühl*), ce sentiment d'après lequel chaque individu se considère comme responsable du gouvernement et du bon gouvernement de l'Etat, même si le gouvernement se trouve en dehors et indépendant de son propre parti, — ce sentiment n'est pas encore développé chez nous comme il l'est en Angleterre, bien que je ne veuille pas nier que, sous ce rapport, nous avertis fait d'immenses progrès pendant ces vingt dernières années et que nous nous trouvons dans la meilleure voie pour arriver au point à ce que personne ne dira plus : « périsse le pays plutôt que les choses n'aillent pas à ma guise ! » Chacun commence à tenir compte de la nécessité de l'existence d'un gouvernement bien ordonné, — à moins qu'on n'appartienne à un parti qui nie par principe l'Etat tel qu'il est, parce que, selon son opinion, l'Etat ne devrait en général pas exister.

Malgré que je me sois laissé entraîner par les assertions de l'honorable M. Virchow à

parler plus longuement que je n'en avais l'intention, je dois encore mentionner cependant un des points qu'il a touchés, celui concernant les adjoints. J'avoue que j'ai dû écouter un certain temps l'orateur avant de comprendre qu'il considérait mes rapports avec M. le président de la chancellerie de l'empire comme équivalant à des relations analogues. Je croyais d'abord qu'il s'agissait de l'innovation qui vient d'avoir lieu au ministère de la guerre, et cela uniquement parce que personne n'est en état de diriger ce département en même temps qu'il exerce la présidence du conseil. Pour ce qui concerne mes rapports avec M. Delbrück et l'autorisation souveraine que j'ai reçue de me faire représenter par lui et de le charger, en certaines circonstances, de voter pour moi, il me semble que je suis en mesure de pouvoir confirmer (*ratihabieren*) le vote de mon collègue, et, de plus, la votation en séance du conseil n'est nullement l'acte décisif et définitif qui lie un ministre, mais seulement le contre-signe qui a cette portée. Une fois le vote rendu, chaque ministre n'en conserve pas moins la faculté de revenir sur son vote, de déclarer qu'il s'est trompé, que de nouveaux renseignements ont modifié sa manière de voir, etc., et il ne lui est plus possible de retirer son vote que quand la décision dont il s'agit est signée et que la signature du ministre a été apposée au-dessous de celle de Sa Majesté. C'est alors seulement que l'acte constitutionnel est valable et que le ministre en assume la responsabilité. Il ne serait pas à désirer que les ministres fissent souvent usage de ce droit, mais, selon moi, c'est un droit incontestable, car personne ne peut être forcé, physiquement parlant, de signer ce qu'il ne veut pas signer. Je puis donc, pour ce qui me concerne, user de ce droit à l'égard de M. Delbrück, et, quant à l'éventualité de divergences de vues entre lui et moi, je vous dirai, messieurs, que j'ai à des cas où je me demanderais s'il n'a pas mieux compris la question que moi et où je me rallierais à sa manière de voir.

Pour conclure, je dois déclarer que M. Virchow s'est exagéré la portée des derniers remaniements ministériels et je saisis cette occasion pour réfuter toutes les étranges choses qui ont circulé dans les journaux au sujet de prétendues intrigues dont j'aurais été victime et qui auraient eu pour conséquence ma retraite du poste de président du conseil. J'ai dû prier très-longtemps S. M. le roi avant qu'il m'accordât l'allègement de travail que je sollicitais. J'ai dû également prier très-longtemps le président actuel du ministère avant qu'il retirât sa demande de démission, — et si M. le comte de Roon a cédé à ma prière, c'est que S. M. le roi lui a adressé une parole qui ne manque jamais son effet sur un soldat. Aussi, messieurs, suis-je cordialement réjoui de ce qu'il a consenti, à son âge, à accepter ce poste fatigant et pénible, et je le crains, bien ingrat à la longue ; je vous prie, par conséquent, de ne pas refuser au ministère, sous la présidence de M. le comte de Roon, le même appui que vous lui avez accordé sous ma présidence, car, en réalité, ce n'est pas un autre ministère. (Bravos.)

A la suite de ces explications de M. le prince de Bismarck, — que, vu leur importance, nous avons reproduites *in extenso*, — la Chambre a voté, comme nous l'avons dit, le budget du ministère des affaires étrangères, et a commencé ensuite la discussion de celui du ministère de la justice.

La prochaine séance a été fixée à lundi, 27 janvier.

Autriche-Hongrie.

La *Wiener Zeitung* annonce que S. A. R. le prince de Galles arrivera à Vienne pour l'ouverture de l'exposition universelle et fera un séjour prolongé dans cette capitale.

La feuille officielle confirme la nouvelle que, d'après des informations préalables, l'arrivée de S. M. l'empereur Guillaume à Vienne aura lieu dans la première moitié de juin.

La *Wiener Zeitung* n'est pas en mesure, par

contre, d'affirmer si S. M. le shah de Perse visitera réellement l'exposition, mais elle ajoute que « telle était du moins la précédente intention de Sa Majesté Persane, et que l'itinéraire de son voyage en Europe avait même été signalé à Vienne. »

Dans une des dernières séances de la commission des finances de la Chambre des Députés du Reichsrath, M. Giska a fait un rapport sur la demande d'un crédit supplémentaire d'un million de florins faite par le ministre de l'intérieur pour subvenir aux frais occasionnés par les mesures de sûreté publique à prendre durant l'exposition universelle, et a proposé d'accorder ce 900.000 florins. Un débat très animé s'est engagé au sujet de cette proposition et principalement sur la question de savoir si, dans ce cas, on doit faire exception, il serait peut-être possible d'avoir recours à la garnison de Vienne pour la surveillance des objets exposés, ainsi que pour maintenir la sûreté publique. Cette proposition mise aux voix a été acceptée par 8 voix contre 7.

Sur la proposition du comité chargé de faire un rapport concernant la demande d'un crédit de 7 millions pour l'exposition universelle, une enquête a été ordonnée, et le résultat en a été que les 7 millions ne suffiraient pas et qu'on demanderait un crédit de 9 millions et demi. Le comité proposera probablement d'accorder ce crédit, vu que les recettes atteindront un chiffre plus élevé que celui porté au budget de prévision.

La *Neue freie Presse* croit que le projet de loi gouvernemental sur la suppression de la taxe des annonces dans les journaux ne pourra pas être voté dans la session actuelle du Reichsrath, par la raison qu'un projet de loi analogue, émanant du cercle littéraire *Uncordia*, avait été repoussé au commencement de cette session, et qu'aux termes du règlement intérieur de la Chambre des Députés du Reichsrath, un projet de loi repoussé ne peut pas être présenté de nouveau dans le courant de la même session.

M. Antoine Valentini vient d'être chargé

par le gouvernement hongrois de diriger, avec le titre de conseiller ministériel, l'administration de la ville de Fiume et du Littoral.

France.

On lira avec intérêt l'article suivant, que nous empruntons au *Journal des Débats* et qui est consacré aux travaux de la commission d'enquête sur les marchés conclus à Lyon pendant la guerre. On sait que cette question va être soumise sous peu aux délibérations de l'Assemblée Nationale :

Le rapport de M. le comte de Ségur sur les marchés conclus à Lyon pour le compte de l'Etat, des départements et de la commune, nous ramène à un des plus douloureux moments de la période désastreuse que nous venons de traverser. La nouvelle de la capitulation de Sedan venait d'éclater alors un coup de foudre, et l'ébranlement causé par cette fatale nouvelle avait suffi pour renverser ce qui restait de l'empire. Tandis qu'à Paris le Corps Législatif était envahi et le gouvernement de la défense nationale installé à l'Hôtel-de-Ville, le même jour, et même quelques heures auparavant, une Commune révolutionnaire s'emparait de l'Hôtel-de-Ville de Lyon ; bientôt toute la France se laissait emporter par ce mouvement

irrésistible, et un moment même on parut oublier que les armées prussiennes marchaient sur Paris, pour se réjouir de la chute de l'empire. Cependant le péril pressait ; qu'allait faire le nouveau gouvernement ? Au point où la France était réduite, avec des armées désorganisées, bloquées ou prisonnières, la sagesse lui conseillait sans doute de demander la paix, de quelque prix qu'elle dût la payer, car elle n'avait guère de chances sérieuses de repousser l'invasion allemande ; mais bien peu de gens avaient alors le sang-froid nécessaire pour se rendre un compte exact de la situation, et les illusions que l'on nourrissait étaient encore exaltées par les souvenirs de 1792. La France désorganisée, affaiblie par l'émigration, menacée de la guerre civile, avait réussi en ce temps-là, par un effort héroïque, à repousser l'invasion étrangère. Pourquoi n'aurait-elle pas renouvelé cet effort ? pourquoi n'aurait-elle pas été encore une fois victorieuse ?

D'ailleurs, ceux-là mêmes qui n'avaient qu'une foi médiocre dans la légende des volontaires en sabots, ceux-là mêmes qui doutaient le plus de l'efficacité de la résistance, et qui auraient volontiers acheté la paix au prix d'une lourde contribution de guerre, ne pouvaient s'accoutumer à l'idée d'abandonner deux provinces françaises aux durs exigences du vainqueur. Qu'aurait dit ces patriotes à l'époque où Metz demeurait intact, où Strasbourg tenait encore ? Qu'aurait dit l'Europe elle-même ? Tout était perdu, hors l'honneur, après Forbach, Reichshoffen et Sedan ; mais l'honneur n'aurait-il été sauvegardé par un dernier et suprême effort ? n'aurait pas été tenté pour sauvegarder l'intégrité du territoire ? Tel était le sentiment général, et il faut le dire, malgré tant de cruels désastres, malgré tant de revers et de souffrances que devait entraîner la continuation de la guerre, ce sentiment était honorable, et la France peut se glorifier de bon droit de l'avoir éprouvé.

On se prépara donc à continuer la guerre, et nulle part on n'y mit plus d'ardeur qu'à Lyon ; c'est une justice que l'honorable rapporteur de la commission se plaît à rendre à la population lyonnaise. « Le Rhône, dit-il, a été un des foyers les plus ardents de la défense. La population a montré un réel patriotisme. »

Malheureusement, le patriotisme ne suffisait pas ; il aurait fallu joindre l'expérience et la discipline, et c'étaient là les côtés faibles de la « nouvelle couche sociale » qui s'était emparée de la direction des affaires à Lyon. La Commune gouvernait Lyon, sans être gouvernée à son tour par les « comités » et par les clubs. A côté de ce gouvernement local, le préfet, M. Challemeil-Lacour, qui représentait le gouvernement central, demeurait sans autorité, et, dans les premiers jours même, on le gardait à vue comme un prisonnier.

Le 6 septembre, dit-il, dans sa déposition, en pénétrant dans la préfecture pour parler avec le préfet, on me fit entrer dans le Comité de salut public. Là, je fus soumis à un fort long interrogatoire ; on me demanda mes opinions sur toutes choses. J'essayai de les présenter le moins mal possible ; j'eus beau faire, la réputation était visible, et je ne parvins qu'à la surmonter à moitié. La préfecture était occupée par un grand nombre d'hommes armés, qui gardaient encore bien plus le préfet que la préfecture ; ils avaient des chapeaux et étaient munis de cartouches en grande quantité. C'est dans ces conditions que je dus vivre, non pas le premier jour ni le second, mais pendant tout le mois de septembre jusqu'au 28. Je donne la date du 28 comme elle m'a été reconnue moi-même. Dès les premiers jours, cette indépendance était si limitée, qu'on ne laissait même pas le facteur pénétrer dans la préfecture. La Commune qui gardait le préfet n'avait pas beaucoup plus libre de son côté : elle était à la merci d'une foule enivrée, et obligée d'obéir aux « manifestations » populaires, qui se renouvelaient jusqu'à six fois par jour. Cette foule, nous la connaissons, nous l'avons vue à Paris pendant le siège, et Dieu sait si c'était un maître facile à servir ! Il avait fallu d'abord, pour le satisfaire, supprimer les octrois, qui fournissaient à la ville de Lyon la meilleure part de ses ressources ; il avait fallu ensuite, avec des finances désorganisées, accumuler les approvisionnements, procurer du travail aux ouvriers sans ouvrage, développer les travaux de défense, créer un matériel de guerre, organiser les corps de mobiles et les volontaires, dans la prévision d'une attaque de l'armée prussienne. Voilà l'énorme besogne qu'avait à accomplir incessamment une administration improvisée, éprouvée par une multitude méfiante, pour laquelle les moindres retards dans l'exécution des projets les plus importants devenaient un acte de trahison. Pour un rien, on devenait suspect, et il suffisait du moindre incident pour provoquer une émotion populaire.

La déposition de M. Gangnet, « président du comité de la guerre », est caractéristique à cet égard. « L'état de l'opinion, dit-il, était quelque chose d'indescriptible, et qui tenait, on pourrait dire, de la rage. Le terrain s'était emparé des campagnes environnantes. Dans la ville même, la pression exercée par les classes ouvrières était irrésistible... Le moindre incident suffisait pour amener la foule. Un jour, par exemple, c'était un malheureux qui, sur le pont de la Guillotière, exhibait des cartouches qu'il avait probablement faites lui-même, y mettait le feu et montrait qu'elles ne partaient pas. Il n'en fallait pas plus pour nous amener 10.000 personnes. Les chantiers nationaux, nos ateliers de cartoucherie, tout cela était facile à entraîner, c'était continu. » Il n'existait naturellement aucune force publique qu'on pût opposer à cette foule effrénée, il fallait parlementer avec elle, et non sans risques. — On s'entendait dire : On va nous fusiller, comme on vous dit aujourd'hui ! Comment vous portez-vous ? (1) — M. Gangnet, du reste, et c'est le mérite particulier de sa naïve déposition, reconnaît de bonne grâce que l'administration révolutionnaire n'était pas à la hauteur de la tâche dont elle avait assumé la responsabilité. « Malgré tous les efforts que nous faisons, dit-il, malgré toute l'énergie que nous mettons à remplir notre tâche, nous valions bien moins que nos devanciers. »

En effet, si la bonne volonté ne manquait pas, l'expérience faisait complètement défaut ; et c'est une remarque judicieuse du rapporteur de la commission, l'honorable M. de Ségur, que la compétence ne s'improvisait pas. On se mit néanmoins à l'œuvre, et l'on eut la bonne fortune de trouver pour quelques services, ceux des approvisionnements, par exemple, des hommes dévoués et capables tels que l'honorable M. Ducarre. Mais il y en avait d'autres, ceux qui concernaient l'organisation de la défense, le matériel et les munitions de guerre, où la compétence manquait décidément tout à fait. D'ailleurs, on ne faisait pas ce qu'on voulait. A Lyon comme à Paris, la population demandait à grands cris des canons et surtout des mitrailleuses. Il fallait lui en donner tout de suite, et coûte que coûte. Comme si l'on craignait que le bronze vint à manquer, on fondit les statues ; on déboulonna la statue de Napoléon IV sur la place Perrache ; celle de Louis XIV, œuvre du sculpteur lyonnais Lemot, fut sauvée à titre d'objet d'art, grâce à une motion ingénieuse du ci-

toyen Crestin : « Celle-ci, dit-il, comme sous le nom de Cheval de bronze, est une œuvre d'art ; ce cheval porte un superbe cavalier, qui peut être tout ce qu'on voudra ; un empereur, un Jupiter, un père noble quelconque, mais enfin c'est un mannequin de bronze bien campé et bien en selle. Envisagée de cette façon, cette statue peut et peut-être doit rester comme ornement. Mais alors il faut effacer l'inscription qui définit le personnage, en remplaçant au visiteur des souvenirs odieux de tyrannie, de morgue et de conquête. » La motion du citoyen Crestin fut adoptée ; on effaça l'inscription suspecte, et la statue de Louis XIV fut conservée à titre de « mannequin de bronze bien campé. »

On fondit donc force canons, sans oublier les mitrailleuses. Cependant cela ne suffisait pas encore aux exigences du patriotisme surexcité de la population lyonnaise. Comme à Paris, on demandait des engins plus expéditifs et plus formidables pour anéantir les hordes ennemies, et les inventeurs ne manquaient pas plus à Lyon qu'à Paris. Nous ne parlerons pas des mitrailleuses de tous les systèmes ; il y avait la mitrailleuse Anglaise et la mitrailleuse Gabet, laquelle, d'après le rapport de la direction d'artillerie, devait être portée sur un trépied par trois servants, qui faisaient, armés de leur fusil, une besogne plus efficace et produisaient un tir plus rapide que celui de cet engin inventé par elle. Il y avait aussi le mortier Griener, dont la spécialité consistait à « blesser ses servants. » Nous ne nous arrêterons pas davantage aux appareils « fusants et étouffants », ni aux « batteries électriques. » On créa un bataillon d'électriques ; on pourvut, dit le rapport, les légions des mobilisés d'approvisionnement de dynamite, de chromate rouge de potasse, d'acide sulfurique ; on leur donna des appareils photographiques, des fusées rouges, bleues, jaunes, vertes et à chevrons, des fusées Stattenhand, du fulminate, des piles électriques, des bobines Ruhmkorff et du coton écoré pour enrouler les fils de la pile afin de mettre à distance le feu aux mines. Les petits détachements du génie étaient pourvus de gonimètres, de boussoles, de thermomètres (1). On fit l'expérience de la fusée *Satan*, qui commettait à la même époque des ravages considérables dans les clubs de Paris ; enfin, on crut avoir découvert un moyen de rendre Lyon inexpugnable en adoptant le « camp roulant » de M. Mierslawski.

Ce camp roulant, qui devait remplacer avec avantage les fortifications de campagne, était bien fait pour frapper les imaginations : il se composait de pièces défensives parmi lesquelles il faut citer le *parc à boulets*, et d'autres à diverses fins, telles que le *sac-bouclier*, la *pelle-casque*, la *cuirasse-fourneau de cuisine* ; le camp roulait encore un engin offensif des plus redoutables : au premier aspect c'était un rempart ; mais, à un signal donné, le rempart devenait un char hérissé de faux. C'était le *char hussite*. L'inventeur offrit de présider lui-même à la confection de ce terrible appareil. On accepta sa proposition et on dépensa une soixantaine de mille francs à la construction du camp roulant. Pendant la besogne, n'allait pas vite, l'ontillage et les matériaux manquaient, et aussi les hommes spéciaux. On avait été obligé, par exemple, de confier la confection des sacs-boucliers à un fumiste. Le camp roulait était encore sur le chantier au moment de la signature de la paix.

Bref, on s'évertuait avec une ardeur qui aurait gagné sans doute à être plus éclairée, mais qui partait d'un bon fonds de patriotisme, à créer un matériel formidable. Malheureusement ce matériel était très-méle. Le personnel n'était pas moins. Outre les mobiles et les mobilisés, qui firent vaillamment leur devoir à Nuits et à Belfort, il y eut des corps francs de toutes dénominations et de toutes couleurs, mais d'une valeur fort inégale : chasseurs du Havre, francs-tireurs de l'Ardeche, phalange algérienne, 4^e légion garibaldienne, tirailleurs garibaldiens, compagnie franco-suisse, génie et pontonniers des Vosges, enfants perdus des Vosges, 3^e légion républicaine, clairviers, étrangers, francs-tireurs provençaux, chasseurs républicains, francs-tireurs de la mort, francs-tireurs lyonnais, clairviers lyonnais, corps

qu'il venait d'entendre, ajoutant qu'il était au tour de M. le général de Manduy à répéter les paroles du duc de Nemours. M. de Lardé melle me les a redites à moi personnellement, et je les transcris telles qu'elles m'ont été dites.

« HENRI LABRE, ancien magistrat, 19, boulevard Maiesherbes. »

Par contre nous lisons dans le *Mémorial diplomatique* :

« Dans certaines régions politiques le cercle depuis quelques jours de nombreux bruits au sujet de la fusion des deux branches des Bourbons de France. »

« Nous apprenons de bonne source que M. le comte de Paris aurait manifesté l'intention de s'entendre avec M. le comte de Chambord, et dans ce but il aurait fait demander une entrevue à ce prince. Nous croyons savoir qu'avec l'assentiment de la famille d'Orléans un courrier exprès a été expédié à cet effet par le comte directeur du parti légitimiste, à Vienne, où M. le comte de Chambord se trouve en ce moment en visite chez son beau-père, le duc de Modène. »

« A l'heure qu'il est, la réponse à la demande du chef de la famille d'Orléans n'est pas encore arrivée à Paris, et il est impossible de prévoir le résultat de ce projet de fusion. Mais il est hors de doute qu'un acte authentique pourra constater, aux yeux du public, que M. le comte de Paris et les membres de sa famille ont définitivement renoncé à toute prétention en dehors de la royauté légitime, dont M. le comte de Chambord est le représentant. »

« A la suite des lettres politiques adressées au centre gauche par le général Chanzy, commandant en chef du corps d'armée de Tours, quelques députés de la droite ont l'intention de présenter un projet de loi interdisant aux généraux en activité de service de publier des manifestes politiques. (Constitutionnel.) »

« Lorsque, il y a quelques jours, M. le docteur Constantin James signalait dans le *Paris-Journal* les dangers du chloroforme, il était loin de se douter qu'un cruel événement lui donnerait si tôt raison. Nous apprenons, en effet, qu'une jeune femme du meilleur monde, M^{lle} la comtesse de la Ferrière, vient de succomber victime d'un empoisonnement de ce genre. (Paris-Journal.) »

« La cour d'appel de Bordeaux a confirmé la décision des premiers juges, relativement à l'affaire Junqua. »

« L'ex-abbé fera donc ses six mois de prison pour n'avoir pas quitté à temps sa soutane. »

« M. le comte de Villaret de Joyeuse, fils du célèbre amiral de Joyeuse, vient de mourir à Versailles, à l'âge de 85 ans. — Un artiste de talent, M. Louis-Gustave Ricard, peintre de portraits, est mort subitement le 24, à Paris. M. Ricard, né à Marseille en 1824, avait obtenu une deuxième médaille au Salon de 1850 et une première en 1852. Depuis ce temps il a envoyé à presque tous les Salons de très remarquables portraits, parmi lesquels on a surtout admiré ceux de M. Troplong, du docteur Philipps, de M^{lle} Wilhelmine Clauss, etc. »

« Grande-Bretagne. »

Par ordre du gouvernement, la dépouille mortelle de lord Edward Bulwer Lytton sera déposée dans les caveaux de l'abbaye de Westminster, où reposent déjà les cendres de Thackeray et de Dickens. »

« On lit dans le *Globe* : — On a reçu à Londres des télégrammes d'après lesquels un steamer aurait atteint le port du Havre avec son avant endommagé. On suppose que c'est le même qui a coulé le *Northfleet*. »

« A la pointe de Dungeness, là où le naufrage a eu lieu, la mer a déposé beaucoup de débris sur la plage, mais aucun corps humain. — Un certain nombre de survivants qui ont été recueillis dans l'Asile national des marins à Douvres, où l'on a pourvu à tous leurs besoins, ont pris le train pour Londres. La femme du capitaine, après avoir séjourné chez le révérend W. Yate, fondateur de cette institution, partira aussi pour Londres ce soir. »

« Le lord-maire, en ouvrant ce matin la séance du conseil, a dit qu'il désirait faire savoir par les organes de la presse qu'un comité, composé des seigneurs Moffatt et Morley et de lui-même, a été formé dans l'intention de recevoir les souscriptions pour venir en aide aux malheureuses victimes de la catastrophe. »

Comme il ne leur reste aucune ressource, il est à désirer qu'on puisse recevoir autant d'argent que possible dans les vingt-quatre heures. On se peut réunir les fonds nécessaires pour secourir les veuves et les enfants des chefs de famille qui ont succombé. »

« On sait que l'on a des l'abord soupçonné que le navire qui a causé la perte du *Northfleet*, et qui s'est si lâchement dérobé dans la nuit, était un steamer espagnol; les dépêches suivantes démontrent que ce soupçon est presque devenu une certitude : »

« Douvres, 24 janvier, 1 h. 30 m. après-midi. — Des circonstances ont transpiré qui tendent à fixer très-fortement des soupçons sur un steamer qui doit avoir quitté Anvers le 22. Un télégramme de ce port reçu ici dit que le *Palago*, capitaine Iribas, steamer espagnol, allant à la Havane, est sorti de l'Escaut. »

« Le capitaine Swainston, pilote côtier, est débarqué à Douvres, le 22, à huit heures du soir, après avoir piloté un steamer. Il l'avait amené d'Anvers. Ce navire était gréé en schooner et avait deux cheminées, placées l'une derrière l'autre. En remettant le commandement au capitaine, il lui avait prescrit de poursuivre sa course pendant trois milles, puis de s'arrêter au S.-S.-O., ce qui l'aurait écarté de Dungeness-Point; mais, au lieu de suivre ces instructions, le capitaine espagnol mit la barre à babord, et courut le long de la côte, probablement pour trouver un courant favorable. Si l'on tient compte que le navire courait à une vitesse de huit nœuds à l'heure, on trouve qu'il devait atteindre en deux heures et demie Dungeness, qui est à vingt milles de Douvres. Cela correspond avec l'heure à laquelle le *Northfleet* a été abordé. »

« La description que donnent du steamer fugitif ceux qui l'ont vu du *Northfleet* correspond également avec celle du navire piloté d'Anvers par Swainston. »

« Un autre chaînon des indices qui conduiront, il faut l'espérer, à la découverte du fugitif, est fourni par le fait que le pilote a communiqué avec le capitaine par l'intermédiaire d'un gentleman espagnol qui se trouvait à bord, et qui parle l'anglais. »

« Douvres, 24 janvier, 2 h. 25 après-midi. — Les fusées tirées du *Northfleet*, on s'en est assuré maintenant, ont été distinctement vues par les vigies des nombreux navires mouillés dans la même baie. On n'y a pas fait attention parce qu'on les a prises pour de simples signaux pour demander un pilote. Comme le navire n'a sombré qu'une bonne demi-heure après l'abordage, il y aurait en amplement de temps pour sauver tous ceux qui étaient à bord, si la détresse du malheureux navire avait été soupçonnée par ses voisins. Il faut assurément que l'on recherche quelque moyen par lequel on puisse donner un signal d'alarme distinct de tout autre. »

« M. Foster, le consul de Belgique à Douvres, est tellement convaincu que le *Palago* est le steamer qui a coulé le *Northfleet*, qu'il a réclamé la récompense (100 liv. st.) offerte par le *Board of Trade*, plutôt dans le but d'affirmer sa conviction que dans aucun autre. C'est grâce à ses investigations que l'on est arrivé à être informé du moment où le steamer espagnol avait quitté Anvers, et que l'on a su que le pilote était débarqué à Douvres. »

« On écrit de Cardiff au *Globe* du 24 : »

« Jusqu'à cette heure il n'est survenu aucun changement propre à justifier l'espoir d'une fin prochaine de la grève. En ce moment maîtres et ouvriers se préparent à prolonger la lutte. Les fourneaux qu'on entretenait à feu bas, sont maintenant éteints. Comme on diffère habituellement ce parti extrême jusqu'à ce que tout espoir soit perdu, il doit être considéré comme la preuve que les maîtres de forges ont l'intention de soutenir la lutte jusqu'au bout. Les ouvriers ne sont pas moins résolu. L'épreuve du scrutin, qui a pour but de faire connaître les sentiments réels des grévistes, a produit la séparation des « unionistes ». Des meetings hostiles au mode du scrutin ont lieu partout où il est pratiqué. On dit aux ouvriers que faire douter de l'unité de sentiment dans leurs rangs c'est nuire fatalement au succès de la grève. Ces arguments, ces actes empêchent la manifestation d'opinion qu'on espérait voir sortir du scrutin. Mais ils n'empêchent pas aux masses une nouvelle ardeur; ils ne diminuent pas plus le désir qu'éprouve le plus grand nombre des grévistes de reprendre bientôt le travail. »

« Une grande détresse règne à Merthyr et dans les villes secondaires du Monmouthshire. Par le froid survenu à la suite de la disette de

charbon, la misère se fait sentir plus péniblement que jamais parmi les ouvriers et leurs familles. Le témoignage des prêtres sur pargés, des fournisseurs, des agents de police, des médecins de paroisses ne permet pas de douter que la famine ait déjà commencé son œuvre terrible. Le fait que les « non-unionistes » sont les premiers à souffrir des après atteintes de la pauvreté rend plus évident l'égoïsme d'une poignée de hooligans engagés dans l'Union, qui par la raison que le fonds de souscription de leur coalition n'est pas épuisé, font un désert d'un district populeux, et plongent au moins 20,000 individus dans le dénuement. »

« Le public, à la charité duquel on fait appel, est lui-même parmi ceux qui perdent le plus par la cessation totale de l'industrie. »

« Les ouvriers, par centaines, vont bien qu'il leur faut céder au mourir de faim; ils quittent le district, ils émigrent vers le Nord. — Les maîtres de forges disent que, n'importe quelle perte ils devront subir dans l'avenir, elle ne pourra être comparée à ce qu'ils ont déjà souffert, et qu'à partir de ce jour ils résisteront à l'agression des « unionistes » jusqu'au bout, quand même cela les forcerait de fermer leurs établissements, et de porter leurs capitaux dans une autre contrée. »

« M. Brogden, un d'entre eux, a déclaré hier dans une lettre qu'il n'a pas d'antagonisme contre l'union. Il fait certainement exception. Presque tous les autres maîtres de forges de la Galles du Sud et du Monmouthshire ont déclaré, de leur côté, que la lutte est avec les « étrangers », et qu'il faut combattre maintenant et une fois pour toutes. »

« M. Pothgill, membre du Parlement, qui emploie environ 10,000 ouvriers, a publié ce matin une lettre qui confirme de tous points ces dispositions. Voici ce qu'il dit : — Tout ce que je désirerais est de pouvoir suggérer un moyen dont on pourrait, ce semble, user dans la malheureuse lutte actuelle créée et soutenue par les agitateurs sondeurs du nord de l'Angleterre, dont le cœur ne se brise pas à la vue des dommages qu'ils infligent au district industriel et rival de la Galles du Sud. Mais, en dehors du remède passé de mode qui consiste dans le consentement des ouvriers à une réduction de salaire, il n'y a pas de moyen à ma connaissance. C'est d'ailleurs ce que les ouvriers repoussent, à l'instigation des meneurs du Nord. »

« Fabriquer le fer à perte, et cela pendant des années, est chose trop familière aux maîtres de forges gallois. Mais jusqu'ici ils avaient pour compensation de leur persévérance de courtes périodes de prospérité qui, se joignant à l'attachement de leurs anciens et fidèles ouvriers au cœur chaud, équilibraient le produit insuffisant de leurs vastes capitaux employés dans les charbonnages, les mines et les hauts-fourneaux. Mais aujourd'hui, que la hanse du prix du fer tant attendu se fait sentir, nous voir frustrés des bons sentiments de nos gens et du fruit de notre industrie par l'intervention malaisée des agitateurs du Nord, c'est non seulement un mécompte pénible au plus haut degré, c'est aussi calculé pour décourager à jamais une industrie condamnée à n'avoir plus qu'un si triste résultat. »

« Tout mon espoir repose sur l'intelligence naturelle du peuple gallois. Elle lui ouvrira les yeux tôt ou tard sur le caractère et les vues de ses nouveaux alliés. Mais, en attendant, nous souffrirons tous; car il n'y a pas lieu à un compromis, et l'arbitrage est un non-sens là où une des parties est liée quand l'autre est libre. Témoin le résultat dans la Galles du Sud et du Nord, où l'arbitrage n'a pu satisfaire les ouvriers; situation déplorable que regrette profondément. »

« Votre dévoué, »

« RICHARD POTHGILL. »

« Espagne. »

« L'Imparcial publie la lettre suivante, qui lui est adressée de Duruelo, en date du 14 : »

« Ce matin, six factieux, commandés par le curé d'Ucelo, ont violé mon domicile, ont visité ma maison, puis ils se sont mis à ma recherche pour me tuer, sans que j'aie commis d'autre crime que d'avoir rempli mon devoir. Ne me trouvant pas, parce que j'étais absent, ils ont exigé 10,000 réaux, et, comme on ne pouvait les lui remettre, ils ont ouvert mon secrétaire, y ont pris 800 réaux et déchiré tous les papiers qui s'y trouvaient, puis se sont retirés en enlevant ma femme comme otage. Aussitôt l'alcade en informa les habitants de Covadilla et de Regumiel, qui se mirent à leur poursuite et réussirent à racheter ma femme. Il est nécessaire que le gouvernement donne des armes aux honorables habitants de ces contrées »

pour qu'elles ne soient pas victimes de pareils bandits. »

« Les carlistes de la province de Taragone exigent des voyageurs 10 réaux pour droit de passeport. »

« Un prêtre, qui a changé l'étoile contre le trabcou, donne ordre, dans les localités qu'il traverse, de lui livrer tous les ouvrages prohibés par l'Eglise, afin d'en faire de solems, publics et très pieux auto-da-fé, en attendant le jour où on pourra alimenter les flammes sacrées en leur livrant les hérétiques contumaces et relaps qui nient que Rome soit l'arbitre des destinées des nations. (Imprenta, de Barcelone.) »

« Portugal. »

« D'après un télégramme de Lisbonne, l'état de l'impératrice douairière du Brésil ne laisserait plus d'espoir. »

« Turquie. »

« Une dépêche de Constantinople, 24 janvier, que l'Agence *Borjano* communique aux journaux de Vienne, annonce que le *Levant-Times* vient d'être suspendu pour deux mois à cause d'un violent article contre Khalil-Schérif-Pacha. »

« DERNIÈRES NOUVELLES. »

« ALLEMAGNE. »

« PRUSSE. — Le comte Mycielski, ancien recteur du collège des jésuites de Schrimm, maintenant supprimé, a été invité à quitter la province de Posen. On lui a déclaré en même temps qu'il pouvait fixer son domicile dans laquelle il préférait des provinces de la monarchie, à l'exception de la Silésie, de la Prusse, de la Posnanie, de la Westphalie et de la Prusse rhénane. Le séjour de Berlin et de Potsdam lui est également interdit. »

« Une dépêche de Königsberg, 27 janvier, dit que le *hoff* est de nouveau pris par les glaces et que la navigation a été, par conséquent, aussitôt close que rouverte. »

« FRANCE. »

« D'après une dépêche privée que la *National-Zeitung* de Berlin reçoit de Paris, sous la date du 26 janvier, le bruit court que l'amiral Potemkin, ministre de la marine, aurait l'intention de donner sa démission, et qu'il serait remplacé à ce poste par l'amiral Gueydon, actuellement gouverneur civil de l'Algérie, dont le successeur à Alger serait le général Faidherbe. »

« La pension de retraite du général Trochu vient d'être liquidée à la somme de 9,000 fr. Les années de service de l'ancien gouverneur de Paris, ses nombreuses campagnes en Afrique, en Crimée et en Italie, ainsi que son ancien commandement dans le grade de général de division, lui donnaient droit à une pension plus élevée. Mais le ministre de la guerre a dû lui faire application de l'article 1^{er} de la loi du 25 juin 1861, aux termes duquel les pensions des généraux de brigade, ainsi que celles des intendants et inspecteurs du service de santé qui leur sont assimilés pour la retraite, ne peuvent, en aucun cas, excéder la somme attribuée, selon le grade, aux officiers généraux dans le cadre de réserve. »

« Il a paru contraire à tous les principes de l'équité et de la hiérarchie militaire qu'un officier général en retraite pût recevoir une pension supérieure au traitement d'activité du même grade, la réserve étant une catégorie de l'activité, puisque l'officier général qui s'y trouve placé est susceptible d'être employé en temps de guerre. »

« Le général Trochu continuera d'ailleurs à recevoir le traitement de son grade de grand-officier de l'Ordre de la Légion d'honneur. (Journal des Débats.) »

« DERNIÈRES DÉPÊCHES. »

« AGENCE INTERNATIONALE. »

« Londres, mercredi 29 janvier. »

« Le prince Napoléon a publié une note par laquelle il résume toute responsabilité pour les opinions politiques et les déclarations qui lui sont attribuées par les journaux. »

« Dans son article financier, le *Times* mentionne des nouvelles reçues de Constantinople et d'après lesquelles la Porte émettrait un emprunt provisoire d'un million et demi de livres sterling. »

« Autre dépêche. »

« Cobourg, mercredi 29 janvier. »

« La *Coburger Zeitung* publie une communication, paraissant officieuse, qui déclare dénuée de fondement la nouvelle du mariage projeté du duc d'Edimbourg. »

« Autre dépêche. »

« Washington, mercredi 29 janvier. »

« Un emprunt consolidé de 300 millions de dollars sera émis simultanément, pour toute la somme, sur les marchés financiers de l'Europe et de l'Amérique, aussitôt que les mesures préliminaires à cet effet seront terminées. »

« Les Indiens continuent les hostilités dans l'Oregon. Les habitants prennent la fuite, de crainte d'actes de cruauté. On y a envoyé des renforts de troupes. »

« BUREAU DE BERLIN DU 29 JANVIER. »

« Cours de change. »

« A 3 semaines sur St-Petersb., 90 3/4 th. pour 100 r. »

« A 3 mois sur St-Petersb., 89 5/8 th. pour 100 r. »

« Prix des billets de crédit russes 82 1/2 th. pour 100 r. »

« Prix de la demi-impériale 5 th. 16 silb. »

« Emprunt russe de 1882 90 7/8. »

« Obligations consolidées de 1870 91 3/4. »

« 1^{er} emprunt à lots et primes 129 1/2. »

« 2^e emprunt à lots et primes 130 5/8. »

« 6^e emprunt (1884) 76 1/2. »

« 6^e emprunt (1885) 90 1/2. »

« Actions de la Grande Société des chemins de fer 94. »

« Obligations du chemin de fer Nicolas 75 5/8. »

« Actions du chemin de fer de Varsovie-Vienne 96 1/2. »

« DÉPÊCHE DE L'INTERIEUR. »

« COURS DE RIGA DU 17 JANVIER. »

« Cours du change sur Londres, à trois mois 32 3/4 vend., 32 7/8 ach. »

« Cours du change sur Hambourg, à trois mois 470 m. vend., 476 1/2 ach. »

« BULLETIN COMMERCIAL. »

« La Banque d'Azow-Don nous communique la revue hebdomadaire suivante, datée de Taganrog 6 (18) janvier 1873 : »

« Céréales. — Notre marché est dans un calme parfait. Toutefois quelques petits achats sur les ghirka se sont effectués pendant la huitaine, ce qui a suffi pour produire une nouvelle élévation de prix. Notre stock disponible est fort restreint et bien peu, pour ne pas dire point alimenté par les arrivages de l'intérieur; aussi est-on porté à croire que l'état de stagnation dans lequel notre marché se trouve devra se prolonger encore longtemps. En fait de ventes à livrer et d'affrètements pour le printemps nous n'avons point de transactions à rapporter. »

« Changes. — Nos changes avaient encore baissé, mais les avis de la Bourse de St-Petersbourg étant de nouveau en leur faveur, ils viennent de regagner les cours de la semaine passée. »

« Voici les prix des principaux articles d'exportation : »

	Prix en roubles	Prix en pouds
Blé dur 1 ^{re} qualité	52 13, 12	
ditto 2 ^e	50 11, 10	
ditto 3 ^e	48 11, 10	
Blé Ghirka Taganrog 1 ^{re} qualité	50 11, 12	
ditto 2 ^e	48 11, 10	
ditto 3 ^e	45 10, 11	
Blé tendre (Azyma ou Ghirka)		
Don) Rostov	10 50	
Seigle	6 75, 7 25	
Orge	5 25, 5 40	
Avoine (le tchet. de 6 pouds)	3 25, 3 50	
Graine de lin (avec 20 corps étrangers, soit 4 0/0 non oléagineux et 16 0/0 oléagineux)	13 > 13 15	
Colza	5 80, 6 50	
Par poud.		
Suif jaune de Slaviansk (pour la consommation de Constantinople)	5 40, >	
Suif blanc ou jaune diverses productions	4 25, 4 50	
Laine donskoi lavée	12 50, 13 >	

« Faits divers. »

« Encore un procès en séparation. »

« C'est M^{lle} R... qui plaide pour monsieur. Le célèbre V... un spécialiste, défend madame. L'autre jour, M^{lle} R... va faire un dîner fin avec une jeune dame, dans un de nos grands restaurants. Tous les cabinets étaient pris. On

offre à notre avocat la moitié d'un salon coupé en deux pour la circonstance par une cloison mobile. Il accepte. Au dessert, le canapé sur lequel se trouvait le couple s'ébranle, glisse, repousse la cloison et l'entrouvre. M^{lle} R... roule dans le cabinet voisin. »

« Dans ce cabinet, il y avait M^{lle} V... avec une dame — précisément la plaidenne en séparation sa cliente. — M^{lle} V... se précipite sur son confrère R... lui jette une serviette sur la tête et lui crie : »

« Tu es un honnête homme ! il est convenu que tu n'as rien vu ! »

« M^{lle} R... promet tout ce qu'on veut. Huit jours après, le procès vient devant le tribunal. M^{lle} V... s'arrête de la parole de son adversaire, représente sa cliente comme un ange calomnié. M^{lle} R... lié par sa promesse, ne peut pas démentir les juges, et le tribunal rend un jugement foudroyant contre le mari. (Figaro.) »

« Nous distribuons à nos abonnés, avec le présent numéro, un *Supplément* d'annonces judiciaires. »

« Spectacles. »

« Du 18 janvier. »

« GRAND THÉÂTRE. — Opéra italien. 5^e abon. 15^e repr. »

« II. Pellegrinaggio di Ploermel, opéra en 3 actes. »

« (8 h.) »

« THÉÂTRE MARIE. — Старый барин, ком. в 5 а. и 6 в. Запуганное дѣло, во 2 а. »

« THÉÂTRE ALEXANDRA. — Нахлебники, ком. в 2 а.; Илья-пророк, ком. в 2 а. »

« THÉÂTRE MICHEL. — 2^e abonnement, spect. n° 19. »

« Les Vivacités du capitaine Ito, com. en 3 actes; le Serment d'Honneur, com. en 1 acte; Marcel, drame en 1 acte; les Pelotons de Clairette, com. en 1 acte. »

« THÉÂTRE BERG. 71/2 h. Tous les jours représentation musicale, française et russe. »

« 14 »

« DE L'OBSERVATOIRE PHYSIQUE CENTRAL DE ST-PETERSBOURG. »

« Mercredi 17 (29) janvier. »

« Lieux. »

« Baromètre à 0 millim. »

« État de la val. norm. »

« Température de l'air. »

« État de la val. norm. »

« Humidité relative. »

« Quantité de pluie. »

« Direction et force du vent. »

« Pétersb. : 9 h. a. hier 769 7 + 101 - 84 + 56 98 10 0 1 »

« 7 h. m. a. hier 769 8 + 99 28 - 70 98 10 0 1 »

« 1 h. a. m. hier 769 9 + 103 25 + 57 98 10 0 1 »

« Depuis hier 1 h. après-midi - 0,4 millimètres de neige. »

« Du 8 (20) décembre. »

« Nertchinsk 708 + 5 - 12 + 7 93 6 0 »

« Du 16 (28) janvier. »

« Paris. : 762 + 0 - 2 - 5 - 10 NE 2 »

« Vienne. : 747 + 1 - 3 - 0 - 10 N 1 »

« Prague. : 747 + 2 - 3 - 0 - 6 E 2 »

« Trieste. : 759 + 1 + 2 - 1 - 5 E 8 »

« Rome. : 757 + 4 + 4 - 3 - 2 NO »

« Lésina. : 761 + 1 + 6 - 1 - 6 E 2 »

« Constantin. : 762 + 1 - 8 + 4 - 10 N 6 »

« 1^{re} Pluie. Hier pluie. »

« Du 17 (29) janvier. »

« Arkhangel 770 + 16 - 24 - 10 82 0 E 1 »

« Archangel 770 + 16 - 24 - 10 82 0 E 1 »

AVIS.

Représentant des principales maisons de Paris qui fabriquent la Quincaillerie de bâtiments, je puis offrir aux conditions les plus avantageuses et à des prix excessivement modérés (Prix de fabrique) la Quincaillerie de luxe : telle que :

Crémones, Espagnolettes, Boutons de porte en bronze et en cristal, Poignées de portes, Boules de rampes, Serrures ordinaires, Serrures de sûreté, Verrous en cuivre et en bronze doré, Pivots autograissoirs, Plaques de propreté en cristal, Porte-chapeaux en cuivre, etc., etc., qui s'emploient dans la construction des hôtels et des maisons d'habitation.

A ces articles j'ai joint la serrurerie (fine) pour MM. les Ebénistes et un grand assortiment d'objets en Carton-Pierre pour la décoration des appartements.

A la volonté des acheteurs les prix seront faits en francs, marchandise livrable à Paris, ou en roubles argent, marchandise rendue à domicile à St-Petersbourg franco de droits de douane et de tous autres frais.

GASPARD GOETSCHY, magasin de papiers peints.

Perspective Nevsky, n° 6, en face la Petite Morskaïa.

Le comte George Ivanovitch de Rubeau-pierre à l'honneur d'annoncer qu'à l'expiration des six mois après le décès de son aïeul, le conseiller privé 150

Alexandre Mikhaïlovitch Potemkine, 151

c'est-à-dire le vendredi 19 janvier prochain, une messe sera célébrée, à dix heures et demie du matin, au couvent de Saint-Serge.

M^{me} veuve Fédé et ses enfants prient leurs amis et connaissances de vouloir bien assister, vendredi 19 janvier, à la messe d'anniversaire de la mort de

M. Henri Fédé, 154

leur mari et père, à l'église catholique de Ste-Catherine, à 11 heures du matin.

UNE ALLEMANDE voudrait avoir une place dans une bonne famille comme couturière. S'ad. chez M^{me} Schaffer, Vieux-Petersbourg, pers. Kronovsky, n° 7, log. 5. 155

MEUBLES pour sept chambres, d'un travail élégant, et tout ce qui est nécessaire pour l'ameublement d'un bon appartement, ayant coûté 3,000 r., sont à vendre pour la moitié du prix en bloc ou séparément. Maximilianovsky per. (ancien Gloukhov), n° 18, log. 2. 153

UNE DEMOISELLE de bonne famille, diplômée, désire donner des leçons de langues et de sciences. S'ad. Kirovskaya, n° 12, log. 3, de 10 h. à midi. 155

LOUIS MÜLLER pédicure et manucure, pers. Nevsky, 44, log. 31. 116

A LOUER un appartement, au bel étage, très confortable, meublé, de 6 chambres, antichambre et cuisine, avec vaisselle et batterie de cuisine. S'ad. canal de la Moïka, près du pont Bleu, maison n° 79, au suisse. 136

A VENDRE 27 tableaux des anciennes écoles pers., à l'établissement d'hydropathie, n° 7. 142

EAU DENTIFRICE DE DOCTEUR **J. V. BONN** 156

FR 24 de St. M. l'aplatrice

D^{re} g^{re} à Paris, 44, r. des Capucines (Palais de la Justice)

et chez tous les Parfumeurs

SAVON ROYAL DE THRIDACE DE VIOLET

PARFUMEUR BREVETÉ, A PARIS

Seul recommandé par les célébrités médicales pour l'hygiène, la fraîcheur et la beauté de la Peau.

PARIS : 12, b^{te} des Capucines (Palais de la Justice)

SEULE LA MARQUE DE FABRIQUE

LA REINE DES ABEILLES

AVIS.

Samedi, 20 janvier, au manège du Tattersall russe aura lieu, entre autres, la vente aux enchères de deux paires de chevaux gris, dressés sous le harnais pour l'attelage à quatre et à six. 151

UN MAGASIN de parfumerie ainsi qu'un ancien établissement de coiffeur est à vendre. On peut s'informer Grand Mestchanskaïa, maison n° 56 et 19, au bureau d'annonces de M. Schlegel. 163

TOUJOURS FRAIS.

Plum, Seed et Sultana Cakes, Plumppuddings et Mince Pies. N. B. Coke et huile avec livraison. 8, Gorokhovaya, Magasin Anglais, près la Petite Morskaïa. 150

AVIS.

Sur commande pour 25 r., costume complet, noir et fantaisie, coupe élégante Magasin de tailleur et lingerie **A. BOLLAT**, perspective Nevsky, maison n° 10. 161

FROMAGES FRANÇAIS

L. FLEURY

63, Moïka, près du pont de Police, maison Kononov, 63.

médaille à plusieurs expositions et notamment à celle de Moscou recommande ses fromages tels que : Brie, Camembert fait et frais, Suisse à la Crème, Impériaux et Ducs à la Crème, ainsi que tout un assortiment de fromages français aux prix les plus modérés. 166

AUVRAY. MODES.

Grande rue des Ecuries.

Préviens les dames que M^{me} Cardon, connue pour la vente de toutes sortes de dentelles anciennes et modernes, est entrée chez elle afin de donner de l'extension aux affaires et qu'elles trouveront toujours un grand choix de garnitures complètes des plus hautes nouveautés, un grand assortiment de volants de Valenciennes, Malines, Chantilly, Guipures blanches et noires, ainsi que des toiles de Hollande de toutes largeurs et des plus belles qualités pour trousseaux à des prix très avantageux. 109

CHANGEMENT D'ADRESSE



M^{me} Maucherat à l'honneur de prévenir sa clientèle que ses magasins de modes et robes, anciennement n° 3, rue Michel, maison Rogow, sont transférés **PETITE MORSKAYA, 16.**

A VENDRE

une grande armoire antique, Kirovskaya, maison de l'église Sainte-Anne, logement n° 24, à voir de deux à quatre heures. 162

MARÉE D'OSTENDE.

Turbots, Soles et Raies. 164

Homards, Huitres, Morue salée.

Pâtés de Strasbourg.

Pois cassés, Haricots d' Soissons.

Lentilles françaises.

Oranges douces de 40 à 50 c., les dix

50 dans la cour du marché 50

Après-midi, près l'école Kommissarow.



CIRQUE HINNÉ

PLACE MICHEL.

Aujourd'hui jeudi 18 janvier

GRANDE REPRÉSENTATION

et 2^e début des Espagnols MM. Alejandro et Aragon.

On commencera à 7 heures 1/2.

Prix des places comme à l'ordinaire.

Demain vendredi 19 janvier, grande représentation

et 3^e début des Espagnols MM. Alejandro et Aragon.

Samedi 20 janvier, bénéfice de M^{me} et M. Baislay.

Le directeur Ch. Hinné.

MAISON BOTOT

(SES CINQ PRODUITS)

VÉRITABLE

EAU DE BOTOT

Seul et unique dentifrice

APPROUVÉ PAR L'ACADÉMIE DE MÉDECINE DE PARIS

L'EAU DE BOTOT est le plus efficace des

dentifrices. En gargarisme elle est un préservatif

puissant contre les angines et les maux de

gorge; elle facilite la dentition chez les enfants.

POUDRE DENTIFRICE

AU QUINQUINA

Ce précieux dentifrice, employé avec l'Eau

de Botot, constitue pour le raffermissement

des gencives et la blancheur des dents la prépa-

ration la plus saine.

EAU DE TOILETTE

EXTRAIT DOUBLE SANS AUCUN ACIDE

Quelques gouttes versées dans l'eau vivifient

le teint et exhalent le plus délicieux parfum.

LE SUBLIME

Arrêt immédiat de la chute des cheveux,

disparition des pellicules, apaisement des

douleurs névralgiques, telles sont les principales

qualités de ce merveilleux produit.

VINAIGRE DE TOILETTE

SUPÉRIEUR

Composé de sucs purs de plantes toniques,

ce vinaigre joint de propriétés inappréciables

pour les soins de la toilette.

ENTREPOT : 229, rue Saint-Honoré,

PRÈS LA RUE CAPECEZIO

DEPOT : 18, boulevard des Italiens (PARIS)

A SAINT-PETERSBOURG : Aux dépôts du

LABORATOIRE CHIMIQUE DE ST-PETERSBOURG.

A MOSCOU : Au dépôt du LABORATOIRE

CHIMIQUE DE ST-PETERSBOURG chez MM. KRUGER et

KATSON, au Pont-des-Marchaux, maison Debo,

Et chez les principaux Commerçants.

AVIS.

Le Comptoir des théâtres impériaux de St-Petersbourg procédera le 20 et le 23 janvier au concours de soumission pour le fermage pendant la durée de cinq ans du droit de publication des affiches de théâtre et des annonces de spectacles publics, réjouissances, etc. Ceux qui désireront prendre part au concours sont invités à comparaître les jours susdits à une heure du matin au Comptoir des théâtres, dans lequel à partir du 8 de ce mois on peut tous les jours prendre connaissance des conditions du marché. Les concurrents sont tenus de présenter en même temps que les soumissions : a. Une garantie d'au moins 18,000 r. en argent ou en billets des institutions de crédit conformément au prix fixé pour ces papiers par le ministère des finances. b. Un brevet d'imprimeur, et c. Une patente de commerce. Ceux qui ne veulent point prendre part aux enchères verbales ont le droit d'envoyer leurs prix dans des enveloppes cachetées, à la condition que ces plis soient remis au Comptoir des théâtres pas plus tard qu'une heure de l'après-midi du jour fixé pour l'enchère définitive. 159

Le directeur du Comptoir **Vurgens.**

BILAN DE LA BANQUE DE COMMERCE

ROSTOW SUR LE DON

au 1^{er} janvier 1873.

ACTIF.

Caisse.	60,497	78
Compte-courant à la Banque de l'Etat et à la Société de Crédit mutuel.	291,746	39
Papiers portant intérêts.	3,777	76
Comptes-courants spéciaux.	140,548	48
Effets sur place.	1,502,176	93
Effets étrangers.	34,646	17
Avances à terme :		
Sur titres.	27,410	"
Sur marchandises.	202,880	"
	230,290	"
Correspondants de la Banque :		
Débet.	481,837	50
Dépenses diverses.	42,638	65
Divers.	11,882	42
Traites envoyées à l'encaissement.	3,039	25
Traites protestées.	10,400	"
	2,813,481	33

PASSIF.

Compte du capital :		
1 ^{er} versement de 40 0/0 sur 12,000 actions.	1,200,000	"
2 ^e " 30 0/0 " 11,996	899,700	"
	2,099,700	"
Comptes-courants de la ville.	328,370	38
Dépôts remboursables sur demande.	12,215	"
Dépôts à terme.	53,780	"
Correspondants de la Banque :		
créditeurs.	166,382	17
Commission, intérêts, etc., pour 1872.	105,152	96
" 1873.	47,880	82
	153,033	78
	2,813,481	33

Les opérations de la Banque ont commencé le 1^{er} mars 1872.

SITUATION DE LA

BANQUE DE COMMERCE D'ODESSA

AU 1^{er} JANVIER 1873.

ACTIF.

Caisse.	279,800	96
Comptes courants sur place : au comptoir de la Banque de l'Etat et à la Société du Crédit mutuel.	409,989	39
Fonds publics.	742,160	96
Avances sur fonds (on call).	539,956	89
Comptes courants sous garantie.	948,432	47
Avances sous garantie à époque déterminée.	140,199	54
Effets de place.	11,657,541	85
Sur l'étranger, St-Petersbourg et Moscou, et monnaie.	219,356	15
Avances à époque déterminée :		
Sur fonds publics.	863,726	59
Sur marchandises.	1,525,923	43
	2,389,650	02
Correspondants de la Banque :		
Leurs comptes.	8,884,404	89
Comptes de la Banque.	577,048	75
	9,461,453	64
Comptes de divers.	136,675	63
Comptes divers.	30,819	"
Frais divers.	104,879	82
	27,060,916	32

PASSIF.

Capital.	5,000,000	—
de réserve.	29,166	33
Comptes courants sur place.	4,634,395	—
Correspondants de la Banque :		
Leurs comptes.	1,920,004	93
Comptes de la Banque.	7,776,174	26
	9,696,179	19
Dépôts à échéance indéterminée.	2,654,470	—
Dépôts à échéance déterminée.	4,078,399	—
Dividende non payé.	141	54
Intérêts, commissions, etc.	1,460,727	93
A déduire intérêts payés et à payer sur comptes courants sur place et dépôts à échéances au 1 ^{er} janvier 1873.	492,562	67
	968,165	26
	27,060,916	32

DEPOTS DU LABORATOIRE CHIMIQUE DE ST-PETERSBOURG

- 1^{er} Perspective Nevsky, maison de l'église catholique, mag. n° 3.
- 2^e " au pont d'Anitschkow, maison Mednikov.
- 3^e Grande Mestchanskaïa, près de la rue aux Pois, maison Brunst.
- 4^e Grande Morskaïa, maison Jacquot.
- 5^e Perspective Voznessensky, au pont de Voznessensky.
- 6^e A Vassili Ostrow, au magasin de Riga, 1^{re} ligne.

VENTE EN GROS

Grande Mestchanskaïa, près de la rue aux Pois, maison Brunst.

Dépôt central et comptoir.

Place Michel, maison de l'église catholique, log. n° 42. Seul dépôt dans l'intérieur de la Russie à Moscou : chez Krüger et Katsch, au pont des Marchaux.

Fabrique de parfumeries superfinies et hygiéniques.

Grand dépôt des spécialités des principales maisons de France et d'Angleterre. Eaux-de-Cologne de Jean-Marie Farina et de Clémentine-Martin Klosterfrau de Cologne.

ENCRE A COPIER DE CHEMNITZ.

Articles de Paris, de Vienne et de Londres.

On peut se procurer les produits du laboratoire chimique de St-Petersbourg chez les principaux commerçants, pharmaciens et droguistes de l'intérieur. 5

CHEMIN DE FER DE VARSOVIE - TERESEPOL.

Relevé des recettes du mois de décembre 1872.

Voyageurs.	29,000	r. 30 c. 1/2
Marchandises.	56,463	24
Divers.	327	79
Total.	85,791	r. 93 c. 1/2
En décembre 1871 les recettes s'élevaient à	64,683	76
Donc il y a un excédant en faveur de 1872 de	21,107	r. 57 c. 1/2

En vente chez **EMILE MELLIER**, libraire de la Cour impériale, au pont de Police, maison de l'église hollandaise, à St-Petersbourg.

JUNG. La vérité sur le masque de fer. (Les Em-poisonneurs) d'après des documents inédits. (1664-1703) 1 vol. in-8^e accompagné de cinq gravures et plans inédits du temps. Prix 2 r. 80 c.

BIESCO (Prince). Belfort, Reims, Sedan. Le 7^e corps de l'armée du Rhin. 1 vol. in-8^e. Prix 2 r. 10 c.

LARCHEY. Dictionnaire historique, étymologique et anecdotique de l'argot parisien, illustré par Féret, Rychebuch, etc. 1 vol. in-8^e. Prix 1 r. 5 c.

DUMAS (Alexandre). Grand dictionnaire de cuisine. 1^{er} très fort vol. gr. in-8^e, orné d'un portrait de l'auteur. Prix 7 r. Le même cartonné à l'anglaise : 8 r. 40 c.

RACINET. L'Ornement polychrome. (Ouvrage complet.) 1 magnifique volume in-folio relié en plein chagrin avec ornements et tranches dorées, contenant 100 planches en chromolithographie avec texte explicatif et une introduction. Prix 59 r. 50 c.

JACQUEMART. Histoire de la céramique. Ouvrage contenant 200 figures sur bois et 12 planches gravées à l'eau forte par J. Jacquemart et 1000 marques et monogrammes. 1 beau vol. gr. in-8^e richement relié en demi-chagrin avec ornements et tranches dorées. Prix 13 r.

BOULET. L'armée de Henri V. Les bourgeois-gentilhommes, types nouveaux et inédits, pour faire suite aux bourgeois-gentilhommes de 1871. 1 vol. in-12. Prix 90 c.

SOREL. Le traité de Paris du 20 novembre 1815. 1 vol. in-8^e. Prix 1 r. 60 c.

COSTER. Le voyage de noces. Histoire d'amour et de guerre. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 25 c.

DURANTY. Les combats de François du Quesnoy. Roman. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 5 c.

FÉVAL. La quittance de minuit. 2 vol. in-12. Prix 2 r. 10 c.

HALEY. Monsieur et Madame Cardinal. 1 vol. in-12 modifié. Prix 1 r. 25 c.

FLAMMARION. Récits de l'Infini. Lumen. Histoire d'une comète dans l'Infini. 1 vol. in-8^e. Prix 2 r. 10 c.

— Histoire du ciel. 1 vol. gr. in-8^e, illustré. Prix 3 r. 15 c. Le même richement relié : 6 r.

GLAIS-BIZON. Dictature de cinq mois. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 25 c.

ASSEMBLEE NATIONALE. Enquête parlementaire sur les actes du gouvernement de la défense nationale. Tome 1^{er}. Dépôt des témoins. 1 vol. in-4^e. Prix 5 r. 25 c.

SURIT. La réforme des prisons et les colonies agricoles. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 25 c.

SCHOLL (Charles). Sermons. 1 vol. in-8^e. Prix 1 r. 20 c.

LES AVENTURES D'UN RAT. Ecrites par lui-même, traduit de l'anglais. (Ouvrage pour la jeunesse). 1 vol. in-12. Prix 1 r. 5 c.

HUREL. Les orateurs sacrés à la cour de Louis XIV. 2 vol. in-8^e. Prix 4 r. 20 c.

GUYARD. Dictionnaire encyclopédique d'anecdotes. 2 vol. in-8^e modifiés. Prix 2 r. 80 r.

ALPH. KARR. Les Guépes. 2^e année, 13^e livraison. Prix 25 c.

GUIZOT. Histoire de France, racontée à mes petits enfants. Tome premier et second. 2 magnifiques volumes gr. in-8^e, illustrés par A. de Neuville. Prix de chaque volume broché 6 r. 30 c.; richement relié 10 r.

DAEWIN. La descendance de l'homme et la sélection sexuelle. Tome second et dernier. 1 vol. in-8^e cartonné à l'anglaise. Prix 2 r. 80 c.

N. B. Le port pour l'intérieur sera calculé selon le nouveau tarif de la poste.

Pièces de théâtre nouvelles.

GILBERT. comédie en 3 actes par Paul Ferrier. Prix 80 c.

LE FANTÔME ROSE. comédie en 1 acte par Ch. Edmond. Prix 40 c.

LA CLÉ DE MA CAISSE. comédie en un acte par Amédée Achard. Prix 40 c.

MON MARI ME L'A PERMIS. comédie en un acte par Clairville, Sirandin et Koning. Prix 40 c.

LA REVUE N'EST PAS AU COIN DU QUAI. Revue de l'année 1872 en 4 tableaux par les mêmes. Prix 60 c.

Ouvrages anglais nouveaux.

AINSWORTH. Boscobel. 2 vol. in-12. Prix 1 r. 20 c.

BLACK. The strange adventures of a phaeton. 2 vol. in-12. Prix 1 r. 20 c.

BRADTON. To the bitter end. 3 vol. in-12. Prix 1 r. 80 c.

BROUGHTON. Tales for Christmas eve. 1 vol. in-12. Prix 60 c.

DIXON. The life of William Penn. 2 vol. in-12. Prix 1 r. 20 c.

FORBES. Soldiering and Scribbling. 1 vol. in-12. Prix 60 c.

MACQUOID. Miriam's marriage. 2 vol. in-12. Prix 1 r. 20 c.

OLIPHANT. Mémoires de Montalembert. 2 vol. in-12. Prix 1 r. 20 c.